



États Financiers



Certifié pour mériter
votre confiance

2011



Une ambition en marche



S O M M A I R E

Message du Président du Conseil d'Administration	5
Message du Directeur Général	6-7
Membres du Conseil d'Administration	8
Comité de Direction	9
Faits majeurs 2010	10-11
Règles et Méthodes comptables	12

LE COMPTE DE RESULTAT 15

• Le Compte de Résultat 2011	16
• Le Chiffre d'Affaires	17
• La Valeur Ajoutée	32
• L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	33
• Le Résultat d'Exploitation (REX)	34
• Les Activités Financières Spécifiques	35
• Le Résultat des Activités Ordinaires	37
• Le Résultat Net (RN)	38
• La Capacité d'Autofinancement Global (CAFG)	39

LE BILAN 41

LES EMPLOIS

• les Immobilisations	43
• Les Stocks	45
• Les Créances et Emplois Assimilés	46
• Les Autres créances	47
• Le Compte de Trésorerie	48
• Les Titres de placement	49

LES RESSOURCES

• Les Ressources propres	50
• Les dettes financières et ressources assimilées	51
• Le passif circulant	53

ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS 2011

• Présentation normalisée des Etats Financiers 2011	56
• Le Bilan 2011	56-57
• Le Compte de Résultat	58-59
• Le Tableau Financier des Ressources et des Emplois (TAFIRE)	60-61
• Evolution des indicateurs de rentabilité économique	62-63
• Analyse des indicateurs de rentabilité financière	64
• Structure et Evolution du Bilan	64-67
• Evolution de la Capacité d'Endettement	68
• Evolution de la Capacité de Remboursement	69
• Evolution du besoin en fonds de roulement	70

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

• Rapport Général des Commissaires aux Comptes	71-72
• Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes	73-74

RÉSOLUTIONS	75
-------------	----





Mot de Amadou Djibril DIALLO

Président du Conseil d'Administration du PAD

Mesdames, Messieurs les Administrateurs,

La marche progressive vers l'édification du Port du Futur, première plate forme logistique de la région ouest Afrique, se précise encore cette année, avec une accélération de la croissance de l'activité sur ses segments les plus porteurs.

Le tonnage global enregistré en 2011 fait un bond de 11 % comparée à 2010, année déjà record qui avait marqué les esprits. L'accélération des volumes transitant par le Port surtout sur les créneaux les plus concurrentiels comme le transbordement (+72 %) et le transit vers l'hinterland (+64 %) réconfortent nos espoirs et ambitions. Ces performances remarquables confirment aussi la justesse des choix opérés dès 2003, dans le cadre de la vision stratégique Port 2010.

Dakar, plate forme logistique de référence sur la cote ouest africaine est désormais une réalité tangible, si l'on en juge par la l'intérêt grandissant des armateurs d'en faire chacun son véritable hub régional. Le nombre de navires fréquentant Dakar de manière régulière s'accroît d'année en année, encouragé par les infrastructures de grande qualité, par un service remarquable et la sécurité des cargaisons. La certification de nos processus d'accueil des navires, du remorquage et bientôt de la gestion de nos terres pleins rassure les armateurs les plus sceptiques.

Mesdames, Messieurs les Administrateurs,

Les résultats remarquables enregistrés ces dernières années sont fort heureusement compris comme une source de motivation pour tous les acteurs de la communauté portuaire. En effet, les efforts communs soutenus ont permis d'assurer un fonctionnement à feu continu à Dakar. Le lancement prochain du projet Informatique communautaire renforcera davantage la synergie d'ensemble permettant à notre place portuaire de marquer encore une longueur d'avance sur la concurrence.

La pérennisation de nos acquis, bâtis à partir de l'engagement et de la compétence des cadres et agents du Port de Dakar, pour qui j'exprime encore une fois mes félicitations et encouragements, sera un enjeu majeur pour les prochaines années. L'espoir peut être cependant permis si l'on en juge par le potentiel formidable de croissance que procurera la plateforme de distribution et le mole II, et au-delà la réalisation du port du futur. A ce titre les partenariats déjà ficelés avec de grands opérateurs mondiaux devront être poursuivis et élargis.

Enfin le projet d'approfondissement du chenal d'accès qui devrait bientôt démarrer, ouvrira des perspectives nouvelles pour l'accueil des navires de troisième génération.

Qu'il me soit permis de remercier les plus hautes autorités de notre pays qui soutiennent depuis le début nos initiatives et s'engagent avec le Port pour traduire en réalité nos ambitions.



Mot du Docteur Cheikh KANTÉ

Directeur Général du Port Autonome de Dakar

Mesdames, Messieurs les Administrateurs,

Malgré l'amplitude des crises successives ayant modifié les bases de compétitivité de l'économie mondiales ces dernières années, les résultats positifs du Port autonome de Dakar (PAD) ne cessent de se consolider. Cette progression linéaire confirme la pertinence des choix stratégiques et la qualité du mode de gouvernance de l'équipe managériale en place.

La décision d'ouverture vers de grands opérateurs de terminaux portuaires et d'investissements massifs orientés vers les infrastructures produit déjà des effets de leviers créateurs de valeur.

Les chiffres du bilan arrêté au 31 décembre 2011 confirment une tendance globale du développement des activités portuaires dans quasiment toutes ses composantes :

- Le tonnage manipulé a atteint un nouveau record à 11,408 millions de tonnes soit un accroissement de 11 % par rapport à 2010.
- Notre terminal à conteneurs présente désormais une fière allure avec ses quatre portiques lourds. En 2011, le nombre d'EVP manipulés a augmenté de 19 %. Cette innovation de taille nous hisse présentement à un niveau de meilleures performances sous-régionales dans ce segment.
- Les trafics concurrentiels de transbordement et de transit affichent des tonnages historiquement synonymes de très fortes hausses évaluées respectivement à 72 % et 64 % sur un an.

La hausse des fréquences des navires démontre une fois de plus l'attractivité stratégique du Port de Dakar auprès des armateurs avec 2931 navires enregistrés en 2011 contre 2511 en 2010, soit une progression de 16,72 %.

L'inauguration du terminal à conteneurs en 2011 parachève la première phase d'un partenariat public-privé engagé avec l'opérateur DP WORLD. Ce partenariat mutuellement gagnant au regard des résultats financiers et des performances opérationnelles augure de lendemains meilleurs, avec en ligne de mire, le Port du Futur qui sera entièrement financé par le concessionnaire.

La finalisation prochaine du processus de concession du futur terminal RORO et l'exploitation à plein régime de la plateforme de distribution, positionneront définitivement le Port de Dakar comme la plateforme de référence du trafic maritime sur toute la Côte Ouest- Africaine.

Mesdames, Messieurs les Administrateurs,

Les résultats financiers induits par l'accroissement des trafics à haute valeur ajoutée du conteneur porte comme par le passé, le sceau la performance.

En effet :

- Le chiffre d'affaires reste sur son trend ascendant avec une hausse de 7,01 % cette année, franchissant un nouveau cap à plus de 29,79 milliards CFA contre 12,5 milliards en l'an 2000.



- La valeur ajoutée générée par l'exploitation s'inscrit dans cette tendance haussière de +7,92 % en 2011, soit 19 595 388 589 CFA, également une performance record.

- L'excédent brut d'exploitation n'est pas en reste et à plus de 9 milliards de nos francs en fin 2011.

Les performances régulièrement enregistrées sur la dernière décennie confortent la qualité de la signature du Port de Dakar auprès de ses partenaires financiers qui l'accompagnent.

Les changements intervenus à la tête du Port autonome de Dakar vont consolider tous ces acquis qui serviront d'appui pour un sursaut vers le Port de l'excellence africaine.

Déjà, avec la nouvelle équipe, une réflexion portant sur un ambitieux programme axé sur toutes les composantes de la chaîne de valeur est lancée afin de mieux adapter le Port aux exigences des marchés de la concurrence portuaire.

En consolidant nos acquis, l'objectif final dans le court terme est de faire du Port, l'un des tous meilleurs en terme de qualité de service.

Le pari à gagner tourne autour du binôme de la performance et une déclinaison transversale des variables du développement durable pour qu'il soit économiquement viable, socialement équitable et écologiquement reproductible.

Les valeurs essentielles à s'approprier sont la compétitivité, l'esprit de leadership, de travail en équipe et de transparence.

Les grands projets seront basés sur l'amélioration de notre organisation et l'offre d'un meilleur service à nos clients pour faire plus et mieux que nos concurrents.

La réalisation de ce rêve passera par la mise en œuvre d'un programme d'investissement quinquennal (2012-2016) déjà en chantier. Le Port est au cœur de notre économie et il doit être vivant à travers un positionnement stratégique. Il doit battre à la même pulsation de notre société et aussi suivre la temporalité des évolutions du monde. C'est pourquoi, nous devons l'engager dans un vaste mouvement de rénovation en utilisant toutes les opportunités que nous offrent les nouvelles technologies, la mondialisation et la globalisation.

Pour assurer ce mouvement de fond, notre secteur privé national a un rôle fondamental à jouer. Nous comptons relever ce défi avec nos compétences internes et externes y compris le soutien de toute la communauté portuaire.

Nous avons besoin de tout le monde, surtout de regards extérieurs avisés, pointus et critiques comme vous, de la vigie qui éclairent les enjeux et ouvrent l'avenir à travers des débats nourris, précurseurs et poseurs de nouveaux chemins.

Nous sommes persuadés qu'avec une fertilisation croisée de nos idées et de nos efforts, nous réaliserons ensemble, ce rêve, au grand bonheur de nos pays.

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Représentant de la Présidence de la République (PCA)
- Représentant de la Primature
- Ministère de l'Economie Maritime,
- Ministère de l'Economie et des Finances
- Contrôle Financier (participe avec voie consultative)
- Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Dakar (CCIAD)
- Conseil Sénégalais des Chargeurs (COSEC)
- Agence Nationale des Affaires Maritimes (ANAM)
- Représentant du Personnel du Port autonome de Dakar
- Syndicat des Auxiliaires de Transport du Sénégal (SATS)
- Syndicat des Entreprises de Manutention des Ports du Sénégal (SEMPOS)
- Groupement des Avitailleurs en Hydrocarbures
- Entrepôts Maliens au Sénégal (EMASE)

COMITE DE DIRECTION



A Cheikh KANTÉ
B Oumar Diagne THIAM
C Nouhoum DIOP
D Amadou KANE
E Idrissa FAYE
F Abdoulaye GNINGUE
G Colonel Abdou Macodou BA

Directeur Général
 Conseiller Technique
 Conseiller Technique
 Conseiller Technique
 Conseiller Technique
 Conseiller Technique
 Conseiller technique

H Ousmane J. B. DIOP
I Seydou TOURE
J Fatou Nancy Diop GUEYE
K Cdt Ousmane TRAORE
L Ass Sèneba NDIAYE

Coordonnateur de la Cellule Etudes et Planification
 Coordonnateur de la Cellule Qualité et Environnement
 Coordonnateur de la Cellule Audit Interne
 Coordonnateur de la Cellule de Gestion de la Gare Maritime Internationale
 Coordonnateur Cellule Passation des Marchés

M El Hadji Mamadou DIOP
N François S. NDIAYE
O Mouhamed SOUMARE
P Momar Ngary BA
Q Gonar NDIOR
R Dame MBOUP

Secrétaire Général
 Directeur des Systèmes d'Informations
 Directeur Financier et Comptable
 Directeur Commercial
 Directeur des Infrastructures et de la Logistique
 Directeur des Opérations Portuaires, Commandant du Port

S Moussa SY
T Diamane DIAHAM
U Amadou Yaya SARR
V Ibrahima KEITA

Chef du Département de la Coopération et des Relations Extérieures
 Chef du Département Contrôle Facturation
 Chef Département des Ressources Humaines
 Chef Département Contrôle de Gestion

W Oumar NDIAYE
X Nafissatou BA NIANG
Y Mamadou THIOUB

Administrateur Délégué de la Liaison Maritime Dakar-Gorée
 Secrétaire Générale Communauté des Acteurs Portuaires
 Chef de la Subdivision des Phares et Balises

Faits Majeurs 2011



Inauguration du terminal à conteneurs nouvelle version

Le terminal à conteneurs de Dakar a désormais une fière allure avec ses équipements de manutention de dernière génération. Les performances exceptionnelles y sont déjà effectives sur les services aux navires, l'enlèvement des marchandises et la sécurité. Autant d'atouts qui expliquent l'attrait grandissant du Port de Dakar sur les trafics concurrentiels.

Transfert de terrains au Port de Dakar

Le renforcement du capital foncier du Port autonome de Dakar, matérialisé par la mutation par l'Etat du Sénégal de 53 titres fonciers, correspondant à une surface additionnelle de 8,35 hectares, permettra à la fois de sécuriser davantage le domaine portuaire et de répondre à la demande grandissante en surfaces. Ce transfert d'actifs renforce considérablement le patrimoine de l'entreprise et améliore du coup, les fonds propres.



Le fonctionnement à feu continu

L'enlèvement des marchandises à toute heure est devenu une réalité au Port de Dakar. Au-delà de la satisfaction d'une vieille demande des opérateurs, l'enlèvement à feu continu facilite désormais le désengorgement des espaces d'exploitation et de stockage dans les différents terminaux du Port.

Un atout supplémentaire pour la compétitivité du Port de Dakar.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2011 ont été établis sur la base des principes comptables généralement admis tels que retenus et spécifiés dans le Système Comptable de l'Ouest Africain (SYSCOA) :

- Prudence
- Permanence des méthodes
- Spécialisation des exercices
- Continuité de l'exploitation
- Transparence et importance significative

Ils sont également établis sur la base des coûts historiques.

Les principales règles et méthodes comptables utilisées se résument ainsi :

Les immobilisations corporelles

Les acquisitions d'immobilisations sont évaluées et comptabilisées à leur coût historique. La méthode d'amortissement linéaire est appliquée à toutes immobilisations amortissables selon les durées de vie. Par dérogation au principe de l'évaluation au coût historique, les immobilisations corporelles ont fait l'objet d'une réévaluation au 31 décembre 1996.

L'écart de réévaluation dégagé à l'époque a été enregistré en augmentation des immobilisations en contrepartie d'un compte écart de réévaluation au passif du bilan. En décembre 2008, cet écart de réévaluation a été incorporé au capital social, suite à une délibération du Conseil d'Administration.

Les stocks

Les stocks de matières et de fournitures sont évalués en entrée au coût historique d'acquisition et en sortie au coût moyen pondéré.

Les inventaires de stocks sont valorisés suivant les coûts d'acquisition pour chaque article. Les provisions pour dépréciation sont déterminées en fonction du taux d'utilisation en rapport avec l'ancienneté de l'article ou de son obsolescence pour les biens dont la dépréciation n'est pas vérifiable.

Les créances sur les clients

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale et comprennent en plus des effets escomptés et non échus, les avances consenties à l'Etat du Sénégal pour le fonctionnement des services rattachés (Liaison Maritime Dakar Gorée et Phares et Balises).

Les dépréciations des créances clients sont évaluées en fonction des réponses obtenues de ces derniers par suite des circularisations, tenant compte des contestations et de leurs situations juridiques et financières connues. En l'absence de réponse du client, un coefficient de dépréciation de 25 % à partir de la deuxième année est appliqué sur le solde de la créance.

Les dettes d'emprunts

Les dettes d'emprunts sont enregistrées à leur cours historique de décaissement.

En ce qui concerne les emprunts en devises, les différences constatées en fin d'exercice entre le cours du jour et le cours historique de la devise appliquées sur les parties restantes dues sont passées en écart de conversion à l'actif du bilan et la contrepartie en dettes financières.

Les titres de participation et de placement

Le portefeuille « Titres de participation et Titres de placement » est enregistré à son coût d'acquisition.

Les provisions constituées correspondent à la différence en fin d'exercice entre leur valeur d'entrée et la valeur d'inventaire évaluée en fonction de la situation des sociétés.

Les indemnités de départ à la retraite

Les droits à indemnités légales de départ à la retraite acquis par le personnel en service font l'objet d'une provision pour risques et charges, calculée sur la base suivante :

25 % du salaire moyen mensuel annuel pour les cinq (5) premières années.

30 % du salaire moyen mensuel annuel pour les cinq années suivantes.

40 % du salaire moyen mensuel annuel au-delà.

PRÉSENTATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers arrêtés au 31 décembre 2011 et audités dégagent un résultat net bénéficiaire avant impôts de **2 497 324 368 CFA**.

Le résultat net de l'exercice 2011 est arrêté à la somme de **1 595 206 118 CFA**, contre **22 959 138 528 CFA** par rapport à 2010, à la suite du retraitement du ticket d'entrée de 30 milliards perçu lors de la concession du terminal à conteneurs.

Les comptes clos au 31 décembre 2011 seront présentés et analysés en trois étapes :

- ☐ Présentation du compte de résultat et analyse des variations affectant les comptes de produits et de charges.
- ☐ Présentation et commentaires du bilan de l'exercice, expression de la situation réelle de l'Entreprise.
- ☐ Analyse financière sur la période 2000-2011 pour appréhender l'évolution des principaux indicateurs de gestion pour mettre en évidence les équilibres financiers fondamentaux tant en ce qui concerne l'activité que la structure.





LE COMPTE DE RESULTAT

• Le Compte de Résultat 2011	16
• Le Chiffre d'Affaires	17
• La Valeur Ajoutée	32
• L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	33
• Le Résultat d'Exploitation (REX)	34
• Les Activités Financières Spécifiques	35
• Le Résultat des Activités Ordinaires	37
• Le Résultat Net (RN)	38
• La Capacité d'Autofinancement Global (CAFG)	39

Le Compte de Résultat *(en millions de CFA)*

CHARGES		PRODUITS	
ACTIVITE D'EXPLOITATION		ACTIVITE D'EXPLOITATION	
Achats et variations stocks	1634	Ventes de m/ses	
Achats de matières premières et Fournitures liées		Ventes produits fabriqués	
Autres achats		Travaux et services vendus	29329
Transports	355	Produits accessoires	468
Services extérieurs	4781	CHIFFRE D'AFFAIRES	29797
Impôts et taxes	1355		
Autres charges	2391	Subvention d'exploitation	0
		Autres produits	314
Sous- Total	10516	Sous-Total	30111
VALEUR AJOUTEE	19595		
Charges de personnel	10567		
EBE	9028		
Dotations aux amortissements et provisions	6430	Reprises de provisions	400
		Transferts de charges	110
RESULTAT D'EXPLOITATION	3108		
ACTIVITE FINANCIERE		ACTIVITE FINANCIERE	
Frais financiers	2383	Revenus financiers	2 793
Pertes de change	1	Gains de change	1
Dotations aux amortissements et provisions	1022	Reprises de provisions	
		Transferts de charges	
		RESULTAT FINANCIER	-612
RESULTAT ACTIVITES ORDINAIRES	2 496		
HORS ACTIVITE ORDINAIRE		HORS ACTIVITE ORDINAIRE	
Valeur comptable des cessions d'immobilisations	52	Produits des cessions d'immobilisations	21
Charges HAO		Produits HAO	
Dotations HAO		Reprises HAO	32
		Transferts de charges	
RESULTAT HORS ACTIVITE ORDINAIRE	1		
Participation des travailleurs			
Rappel d'impôts			
Impôts sur le résultat	902		
TOTAL PARTICIPATION ET IMPOTS	902		
TOTAL GENERAL DES CHARGES	31873	TOTAL GENERAL DES PRODUITS	33 468
RESULTAT NET	1 595		

LE CHIFFRE D'AFFAIRES

La dynamique de reprise amorcée en 2010 dans le secteur maritime est confirmée cette année, avec en prime, un attrait grandissant du Port de Dakar, désormais doté de matériels performants de manutention.

Les statistiques au 31 décembre 2011 confirment les tendances haussières observées sur les segments les plus significatifs de l'activité. Dakar enregistre cette année **11 408 799 tonnes** tous trafics confondus (encore un niveau record), contre **10 052 227** en 2010 soit une **hausse de 11%**.

Au-delà du regain d'activité dans le secteur maritime, les performances enregistrées en 2011 s'expliquent aussi par l'accroissement des surfaces dédiées à la marchandise avec la mise en exploitation progressive des infrastructures nouvelles ou réhabilitées, mais surtout par d'importants gains de productivité sur les opérations de manutention et d'enlèvement.

Les trafics dits concurrentiels (transit et transbordement) sont à des niveaux exceptionnels de croissance, justifiant ainsi les efforts consentis à la fois sur l'investissement en infrastructures et les actions commerciales déployées par l'autorité portuaire en direction des armateurs et chargeurs.

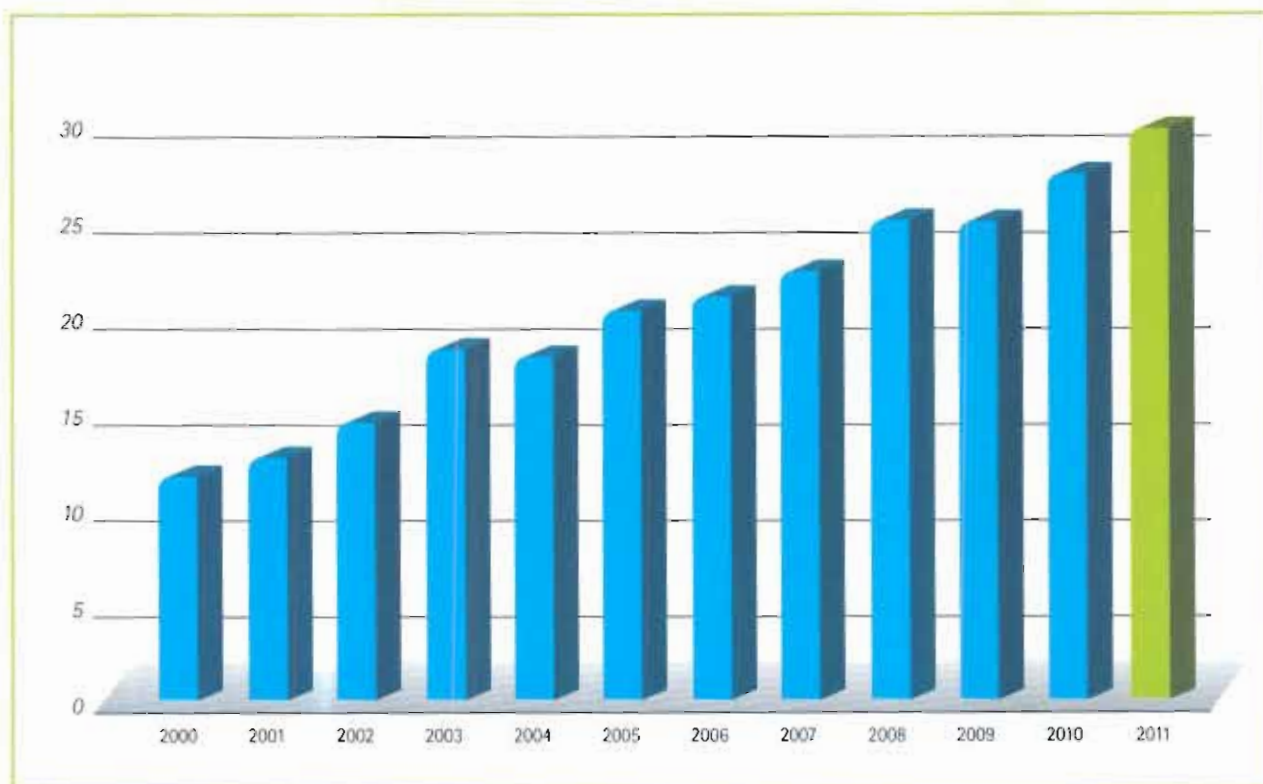
Le chiffre d'affaires de l'exercice clos au **31 décembre 2011** progresse de **7,53 %** cette année, établissant un nouveau record à **29 796 642 942 CFA** contre **27 709 230 811 CFA** à fin 2010 et **25 024 767 529 CFA** en 2009.

Des réalisations record sont encore établies cette année sur les principales rubriques de revenus :

- les redevances marchandises en hausse de **4,14 %** atteignent **12,728 milliards CFA**, un chiffre jamais égalé à Dakar ;
- de **6,293 milliards CFA** en 2010, les revenus navires culminent à **7,028 milliards** cette année, soit une progression de **11,69 %**.
- les redevances conteneurs perçues à partir de 2008 avec la concession du terminal à conteneurs (TAC) restent sur une forte progression de **17,55 %**.
- les revenus domaniaux affichent un redressement fort encourageant cette année, avec une progression de **215 501 703 CFA** en valeur absolue soit **6,74 %** en valeur relative.
- même la contribution du port de pêche, en recul ces dernières années enregistrent une variation positive de **9,03 %** en 2011.

Evolution du Chiffre d'affaires *(en milliards de francs CFA)*

Chiffre d'affaires	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	12,84	13,75	16,18	18,19	18,01	20,21	21,913	23,995	25,045	25,025	27,709	29,79

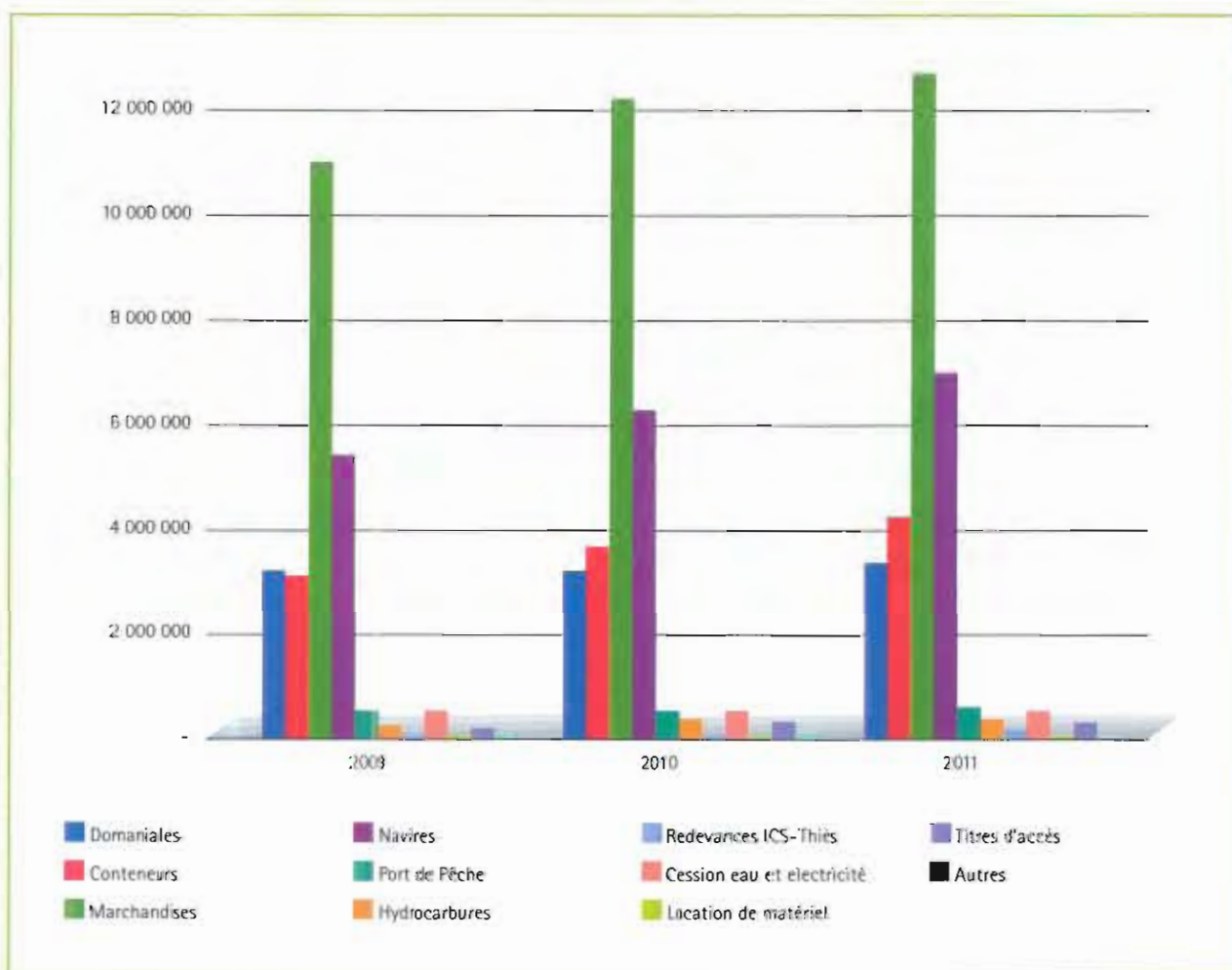


La croissance du chiffre d'affaires reste sur un trend ascendant depuis une décennie. Ce processus devrait se poursuivre avec le développement des trafics concurrentiels.



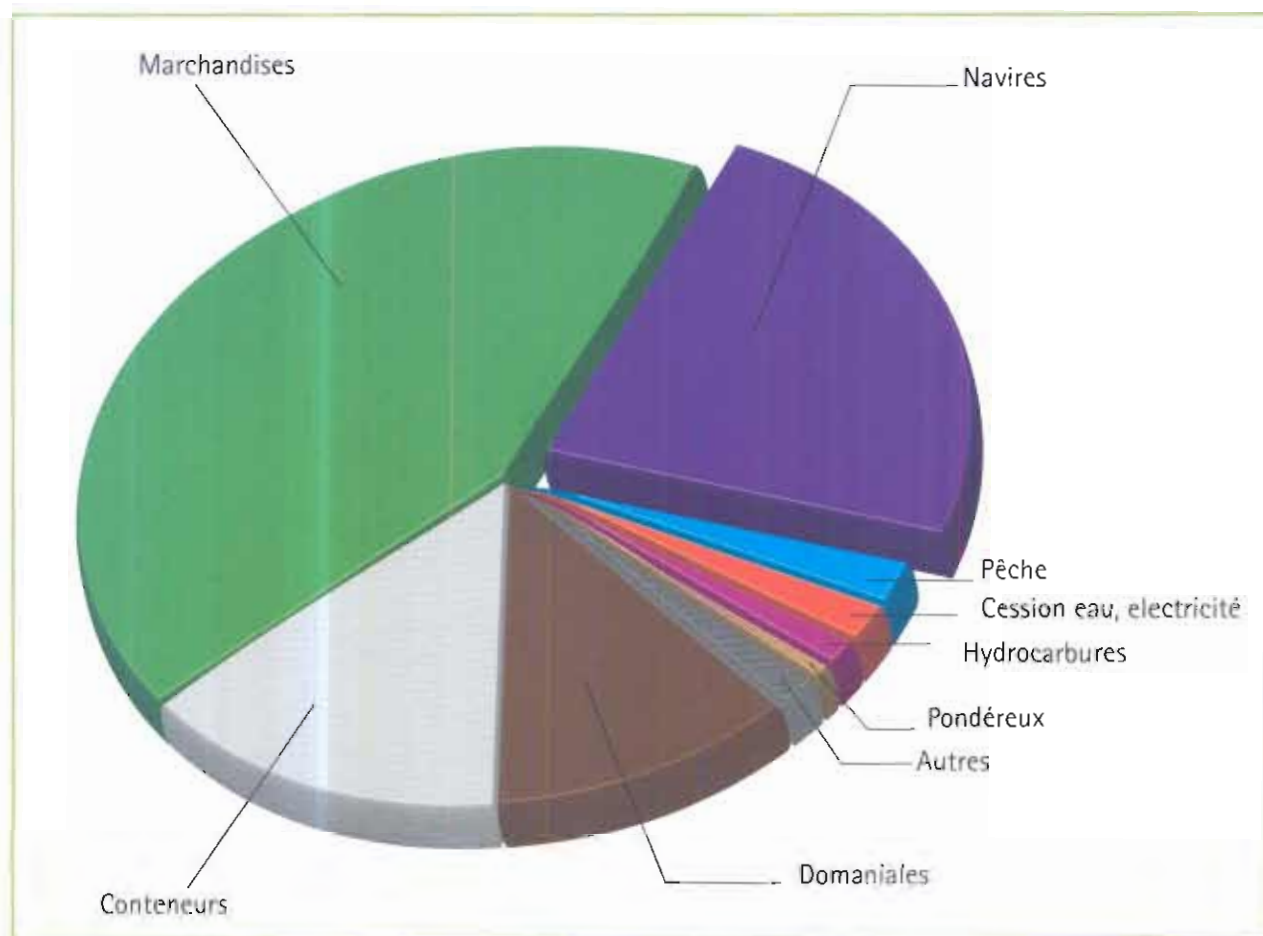
L'évolution des composantes du chiffre d'affaires (en milliers CFA) sur les trois dernières années se présente ainsi :

	2009	2010	2011	Variations	%
Domaniales	3 264 422	3 197 891	3 413 392	215 501	106,74
Conteneurs	3 211 022	3 719 962	4 276 533	556 571	114,96
Marchandises	11 018 420	12 222 458	12 728 789	506 331	104,14
Navires	5 502 084	6 293 235	7 028 725	735 490	111,69
Port de Pêche	614 170	594 666	648 360	53 694	109,03
Hydrocarbures	363 606	439 711	442 112	2 401	100,55
Redevances ICS-Thiès	67 371	107 933	201 316	93 383	186,52
Cessions eau et Electricité	529 343	561 580	589 656	28 076	105,00
Locations de matériel	70 484	84 801	71 697	-13 104	84,55
Titres d'accès	263 742	334 467	303 733	-30 734	90,81
Autres	120 104	152 526	92 330	-60 196	60,53
TOTAL	25 024 768	27 709 230	29 796 643	2 087 413	107,53



La part contributive des différentes activités à la formation du chiffre d'affaires 2011 (en milliers) :

	Chiffre d'Affaires 2011	% CA 2011
Domaniales	3 413 393	11,5
Conteneurs	4 276 533	14,4
Marchandises	12 728 789	42,7
Navires	7 028 725	23,6
Pêche	648 360	2,2
Cession eau, electricité	589 656	2,0
Hydrocarbures	442 112	1,5
Pondéreux	201 316	0,7
Autres	467 758	1,6
TOTAL	29 796 642	100



Quatre principaux produits d'exploitation (navire, marchandise, conteneurs, domaine) constituent 92,2 % du chiffre d'affaires du Port autonome de Dakar. La part relative du conteneur sur la marchandise et le domaine se précise d'année en année. En valeur relative, la plus forte progression revient au navire qui gagne près de deux points en 2011 avec le retour du transbordement.

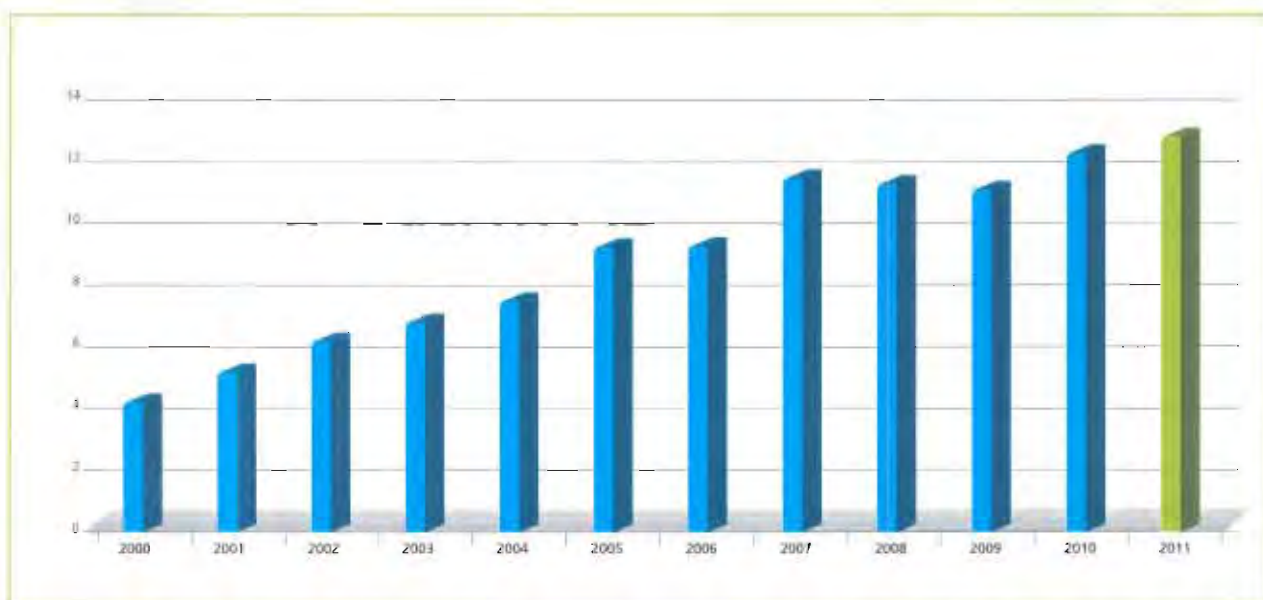
Les variations constatées d'une année à l'autre sur l'évolution des principaux produits d'exploitation sont commentées ci après :

Les Redevances marchandises (en milliards CFA)

La marchandise, principale poste budgétaire du Port autonome de Dakar représente 42,7 % du chiffre d'affaires global en 2011.

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	%
4,07	5,13	6,15	6,77	7,48	9,2	9,26	11,36	11,17	11,018	12,22	12,72	104,09

Les revenus perçus au titre de la marchandise se montent cette année à 12 728 789 225 CFA contre 12 222 457 795 CFA en 2010 et 11 018 419 649 CFA en 2009.



Ce niveau record s'explique par un bon comportement des trafics en général. En effet :

- L'activité conteneurs, composante à forte valeur ajoutée, est en pleine expansion cette année à plus de 20 %.
- La reprise effective des activités de transbordement est confirmée à Dakar avec une très forte progression (+72 %) par rapport à l'année précédente qui enregistrait déjà plus de 30 %.
- L'accroissement considérable des volumes en transit entre le Sénégal et le Mali (+64 %).
- Le trafic véhicules enregistre de fortes progressions sur les véhicules légers (+17 %) et sur les camions (+82 %).



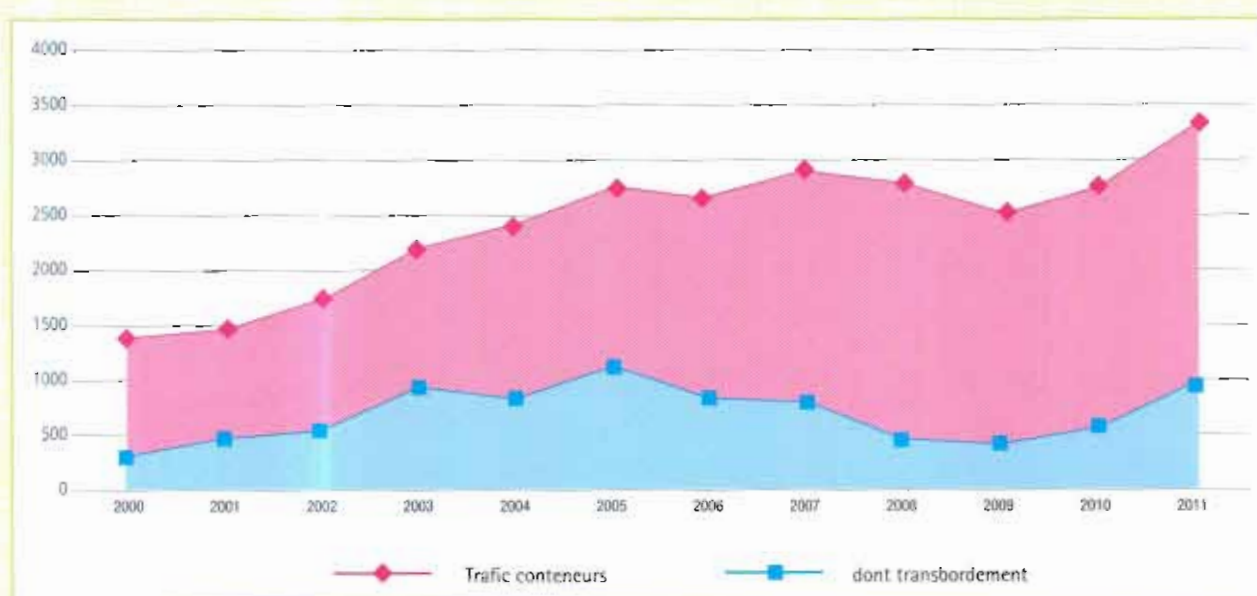
L'évolution en volume du conteneur, composante la plus riche des trafics sur le Port de Dakar se décline au cours des années :

Trafic conteneurs (en milliers de tonnes)

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	%
1 396	1 480	1 751	2 220	2 416	2 750	2 664	2 908	2783	2525	2778	3347	1,20

dont transbordement

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	%
283	455	530	935	834	1110	818	773	438	425	566	943	1,67



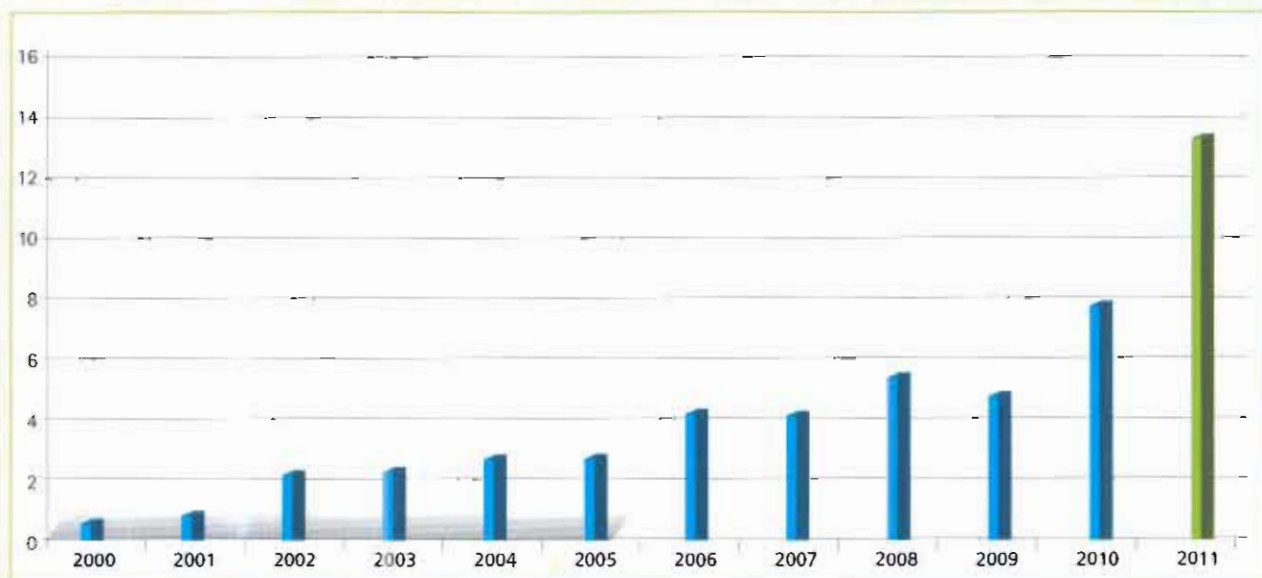
Le ralentissement observé sur la période 2006-2009 s'explique par les grands travaux du premier programme d'investissement réalisés principalement à l'intérieur du plan d'eau. Une forte tendance haussière est observée depuis la mise en exploitation des nouvelles surfaces dédiées à la marchandise et surtout la concession du terminal à conteneurs.



L'évolution du transit malien (plus de 95 % du transit avec notre hinterland) au cours des 10 dernières années se présente ainsi :

Transit Malien (en millier de tonnes)

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	%
200	227	346	355	403	402	544	574	664	603	886	1438	162,3



Le développement de ce trafic est fortement associé à l'amélioration de la desserte terrestre avec le Mali. Sur la période observée, on peut signaler un développement continu (sauf en 2009 avec la rupture du Pont de Kayes) malgré les difficultés d'évacuation par voie ferroviaire.

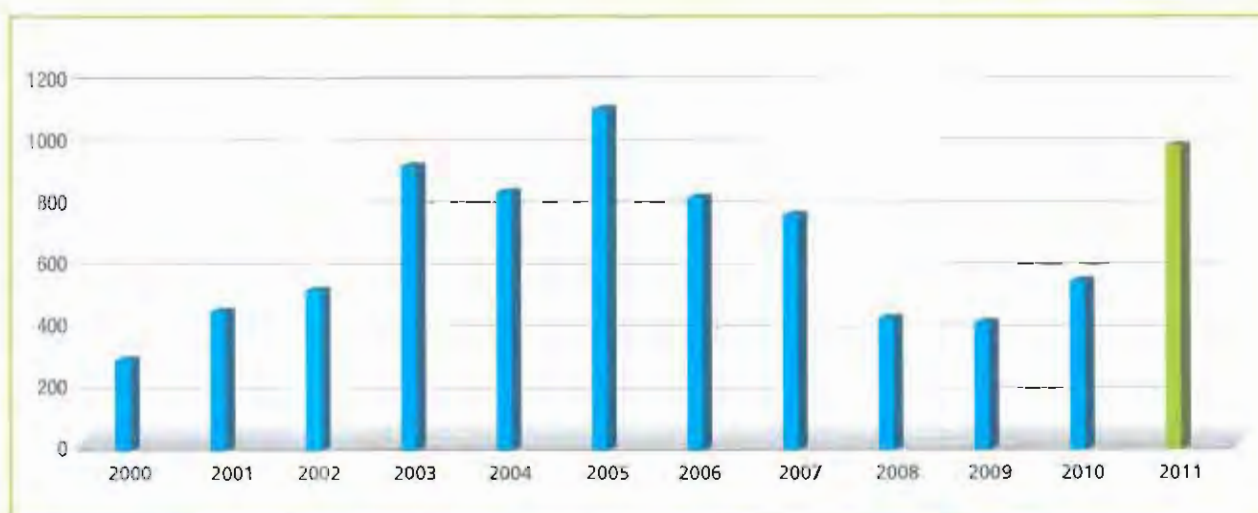
L'amélioration de la desserte terrestre sur le Mali a influé sur le choix des opérateurs en faveur du Port de Dakar.

La relance du réseau ferroviaire avec Transrail tant attendue, devrait permettre de renforcer le positionnement du Port de Dakar et fidéliser durablement cette clientèle convoitée.

Le transbordement

La reprise constatée en 2010 du transbordement à Dakar se précise cette année avec encore une très forte hausse (+72 %) sur les douze derniers mois. Le tonnage de marchandises transbordées passe donc de 566 153 tonnes en 2010 à 971 027 tonnes cette année sur les douze derniers mois.

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
283	455	530	935	834	1110	818	773	438	425	566	971



Le transbordement, activité très concurrentielle, peut être très volatile d'une année à l'autre. Celle-ci a été affectée sur la période 2006–2009 du fait de l'indisponibilité de postes à quai et d'espace durant les travaux dans le plan d'eau portuaire. Cette activité est fortement relancée depuis deux ans du fait des performances enregistrées sur la manutention avec l'avènement des portiques sur le terminal à conteneurs.

Cette belle percée notée cette année, replace le Port de Dakar au niveau des quantums transbordés avant le début des travaux d'extension, lesquels ont affecté cette activité sur la période 2006 à 2009.

Ce volet du trafic très disputé, dans la concurrence que se livrent les Ports sera un enjeu majeur pour l'avenir. C'est à ce titre que l'approfondissement du chenal d'accès trouve toute sa signification. Il en est de même du Port du futur qui devrait consacrer à moyen terme Dakar comme principal plateforme de transbordement sur la Côte Ouest-Africaine.



Les redevances navires

2931 escales navires sont enregistrées en 2011 contre 2511 l'année précédente soit une augmentation de 420 navires. La qualité des équipements sur le terminal ainsi que les performances opérationnelles qui y sont acquises ont boosté le nombre d'escales navires porte-conteneurs qui passe de 713 en 2010 à 783 en 2011. Par ailleurs, sur le trafic conventionnel, un accroissement important en termes d'escales de navires cargos est constaté en 2011 (667 escales enregistrées en 2011 contre 504 en 2010).

Second poste de recettes après les marchandises, les redevances navires collectées en 2011 sont en forte hausse et se montent à 7 028 724 988 CFA contre 6 293 234 717 CFA en 2010 et 5 502 083 977 CFA en 2009. Les redevances perçues sur le navire représentent 24 % du chiffre d'affaires global en 2011.

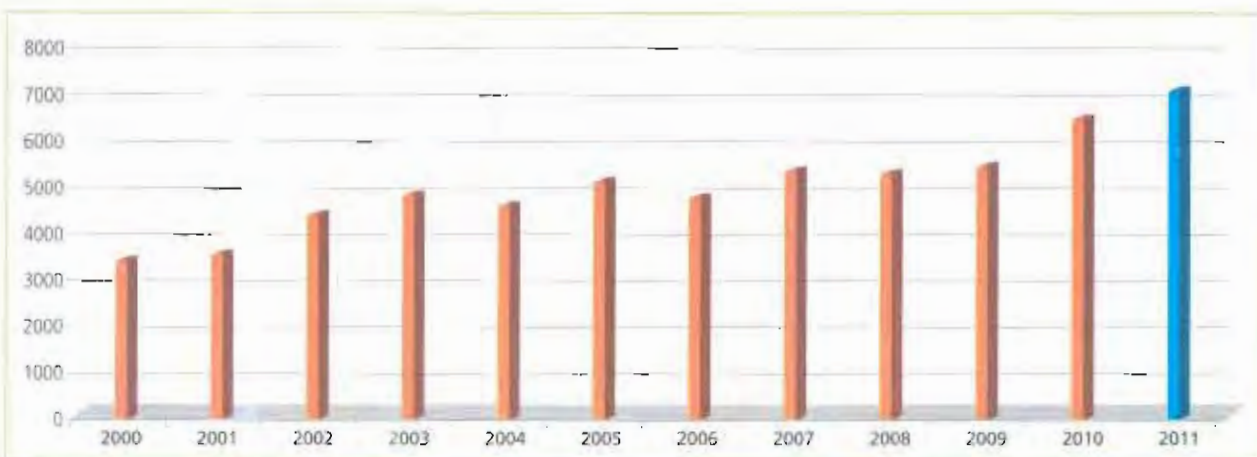
Ce poste en évolution constante depuis l'an 2000, est un bon indicateur pour jauger l'intérêt des armateurs sur le Port de Dakar.

Le tableau ci-après retrace le niveau des redevances perçues de 2000 à nos jours.

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	%
3459	3601	4571	4976	4658	5159	4877	5464	5358	5502	6293	7029	103

Les travaux d'approfondissement du chenal d'accès qui seront réalisés courant 2012, permettront d'accueillir des navires à plus forts tirant d'eau, qui devraient impacter positivement sur les volumes transbordés à Dakar.

La mise en concession prochaine du terminal RORO sera également un atout supplémentaire pour développer le transbordement de véhicules à Dakar.



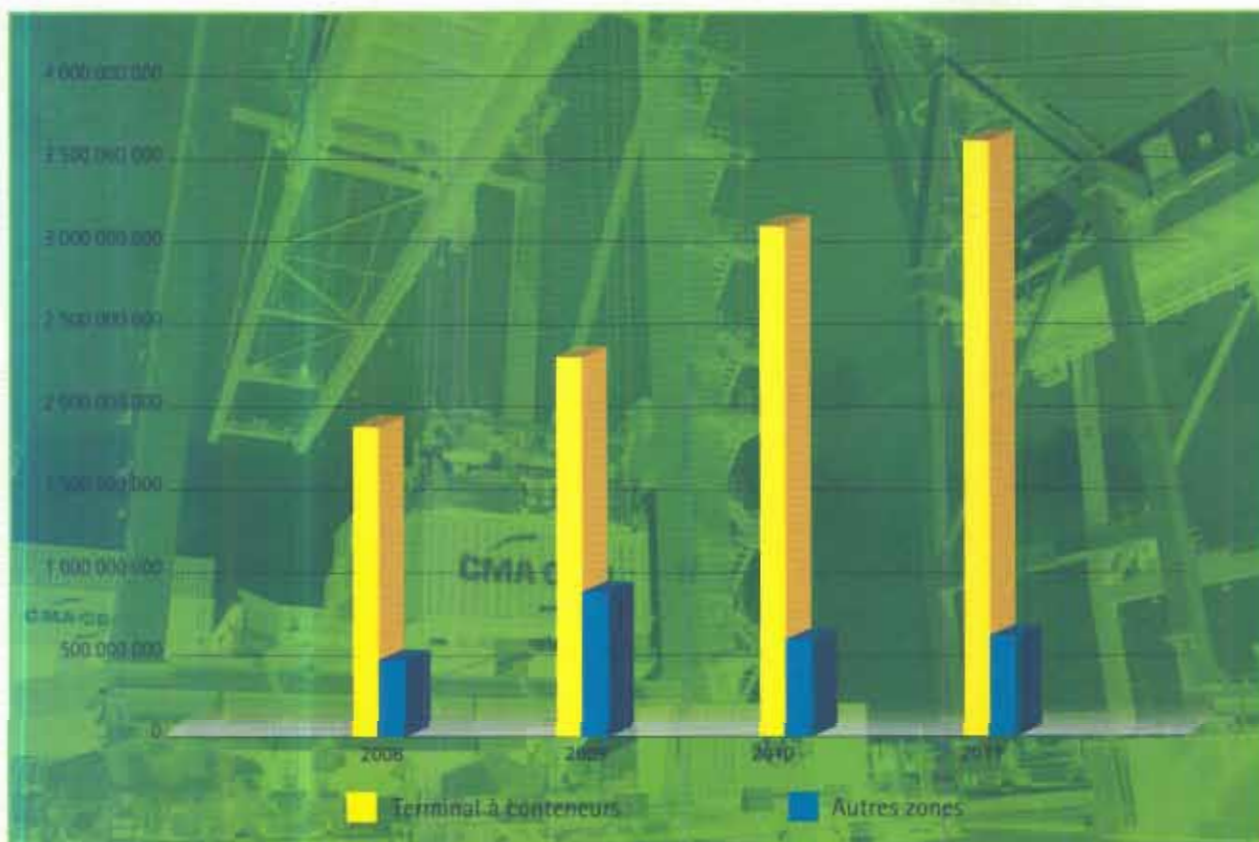
La redevance conteneurs

La redevance conteneurs est perçue au Port de Dakar à partir de l'année 2008, à la suite de la concession du terminal à l'opérateur DUBAI PORT WORLD.

Son montant est fonction du nombre de conteneurs traités suivant qu'il s'agisse de conteneurs pleins, vides ou en transbordement. L'application de cette redevance est généralisée présentement à l'ensemble des terminaux du Port.

Les bons résultats enregistrés depuis la mise en application de la redevance conteneurs en 2008 se précisent année après année. Le niveau de la collecte sur la redevance se précise d'année en année avec une forte progression à 14,96 %, principalement sur le terminal à conteneurs (+17,55 %) qui concentre plus de 80 % des mouvements.

	2008	2009	2010	2011	Variations	%
Terminal à conteneurs	1 871 755 453	2 358 393 917	3 109 211 041	3 654 791 993	545 580 952	23
Autres zones	384 100 856	852 628 195	610 750 583	621 740 883	10 990 300	1
TOTAL	2 255 856 309	3 211 022 112	3 719 961 624	4 276 532 876	556 571 252	17



La facturation correspondante est chiffrée à 4, 276 milliards en 2011 contre 3 719 961 624 CFA en 2010 soit une hausse de 556 571 252 CFA en 2011 dont 545 580 952 CFA sur le terminal à conteneurs.

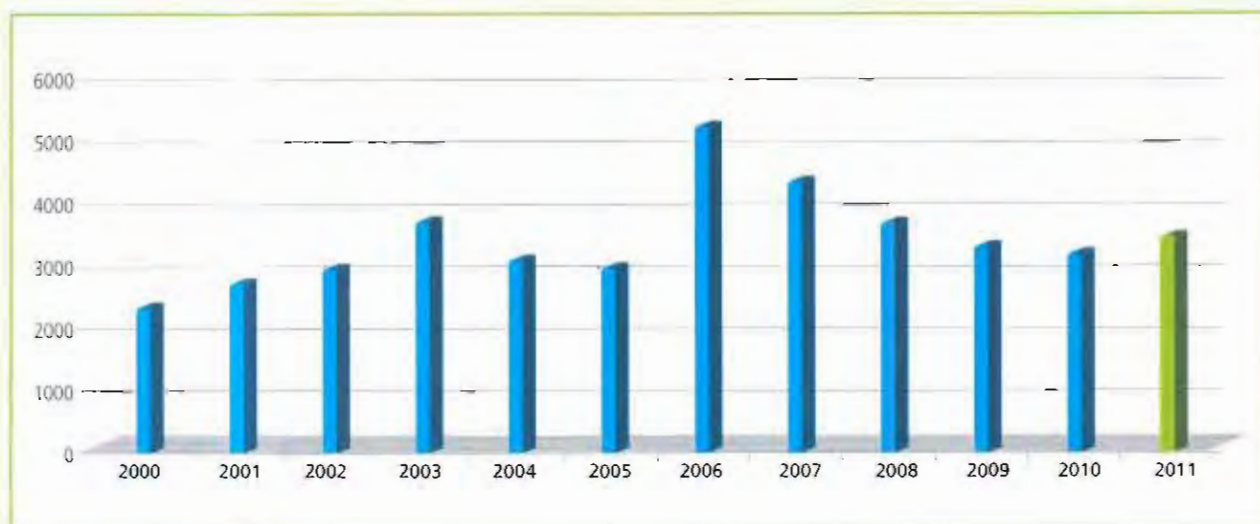
Ce produit à haute valeur ajoutée mais aussi, à forte croissance, se positionne au troisième rang en terme de contribution à la formation du chiffre d'affaires (15 %), juste après la redevance marchandise et la redevance navire.

Les redevances domaniales

Après plusieurs années de compression des recettes domaniales du fait du manque d'espaces lié aux grands travaux, les revenus domaniaux amorcent une reprise encourageante cette année.

L'évolution du niveau de la redevance domaniale de 2000 à nos jours se présente ainsi :

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
2631	2658	2942	3769	3076	2954	5104	4343	3852	3264	3198	3413



Des améliorations sont attendues dès la mise en exploitation des surfaces additionnelles sur la plateforme de distribution et sur celles du môle II.

Il faut rappeler, encore une fois, la très faible tarification appliquée sur le domaine, très en deçà de celle pratiquée en ville pour le stockage de marchandises. En effet les tarifs d'amodiation du Port autonome de Dakar sont dérisoires (460 francs le mètre carré l'an) comparés aux prix de locations des magasins et entrepôts à Dakar.



Le Port de Pêche

395 navires de pêche sont répertoriés en 2011 contre 242 en 2010, soit une progression notable de 63,22 %. Cet embelli ne doit cependant pas occulter la situation financière préoccupante des grandes entreprises implantées dans le Port de pêche, notamment AFRICAMER (en règlement judiciaire), CONDAK (toujours en difficultés). Le recouvrement de ces sociétés reste difficile et les créances correspondantes continuent de peser sur la trésorerie du port.

Rappelons que ce secteur n'avait pas bénéficié des mesures d'abandons de créances autorisées par le Conseil d'administration en appui aux sociétés sénégalaises en proie aux difficultés.

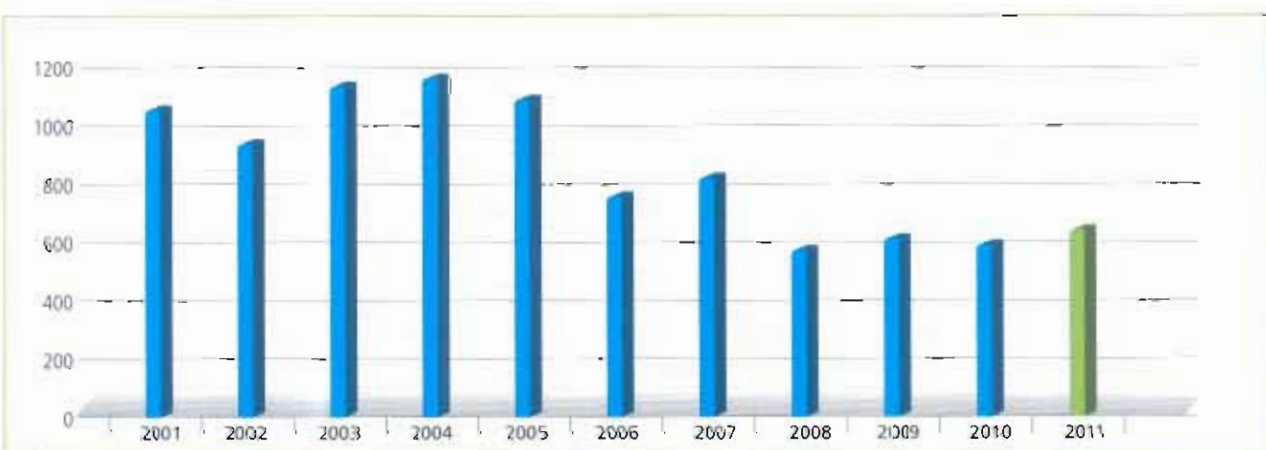
Malgré les problèmes récurrents attribués au secteur de la pêche en général et les faiblesses régulièrement évoquées par les entreprises installées dans le domaine portuaire, les revenus tirés en 2011 s'inscrivent à l'opposé de la tendance baissière des dernières années.

La facturation induite par l'activité pêche se monte à 648 359 941 CFA cette année contre 594 666 422 CFA en 2010 soit une hausse de près de 9,03 %.

L'évolution de la redevance pêche au cours des dernières années est la suivante :

Contribution pêche (en millions CFA)

2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	%
1058	944,1	1140	1151	1098	900,3	821	569	614	595	648	107,9





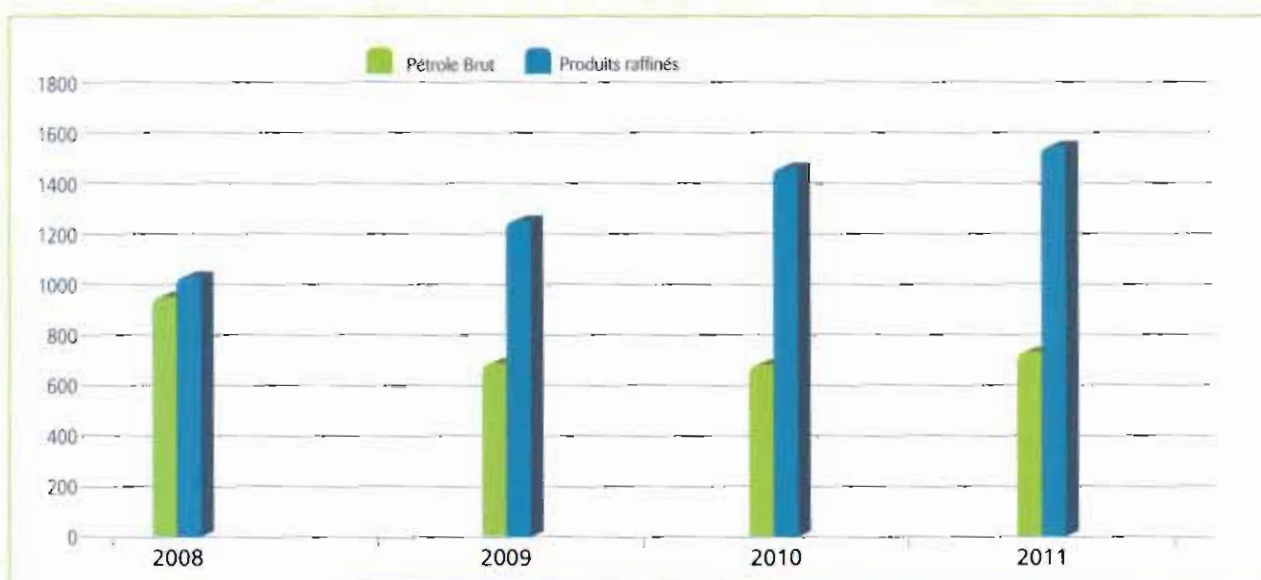
Hydrocarbures

Au total 2,269 tonnes d'hydrocarbure ont transité par le Port sur un tonnage global de 11,405 millions de tonnes tous trafics confondus, soit 20 % du tonnage global du Port de Dakar.

La ventilation de ce tonnage entre produits bruts et produits raffinés au cours des dernières années est la suivante.

EVOLUTION EN VOLUME DES HYDROCARBURES (en milliers de tonnes)

	2008	2009	2010	2011	%
Pétrole brut	935	661	657	724	110,20
Produits raffinés	1040	1232	1446	1527	105,60
TOTAL	1975	1893	2103	2251	107,04



Une nette préférence des pétroliers à l'importation directe de produits raffinés est observée depuis quelques années.

Les revenus tirés sur les hydrocarbures restent stables cette année avec **442 111 870 CFA** (moins de 5 % du chiffre d'affaires total) contre **439 710 786 CFA en 2010**.

Les produits pondéreux

Le vrac solide représente un élément important du tonnage global du port de Dakar avec 2 451 739 tonnes cette année soit 20 % du tonnage global. La répartition de ce tonnage révèle le caractère extraverti de l'économie sénégalaise avec 2 048 350 tonnes débarqués en 2011, contre seulement 483 389 tonnes en embarquement.

La facturation établie au titre des produits pondéreux met en évidence pour une seconde année consécutive un bond très significatif (86,52 %) passant de 107 933 651 CFA en 2010 à 201 315 745 CFA en 2011.

Les cessions eau et électricité

Les cessions correspondent essentiellement à la refacturation aux usagers du Port des services d'eau et d'électricité. La facturation au titre de ces cessions se monte à 589 655 980 CFA en 2011 contre 561 579 916 CFA en 2010 soit une hausse de 5%.

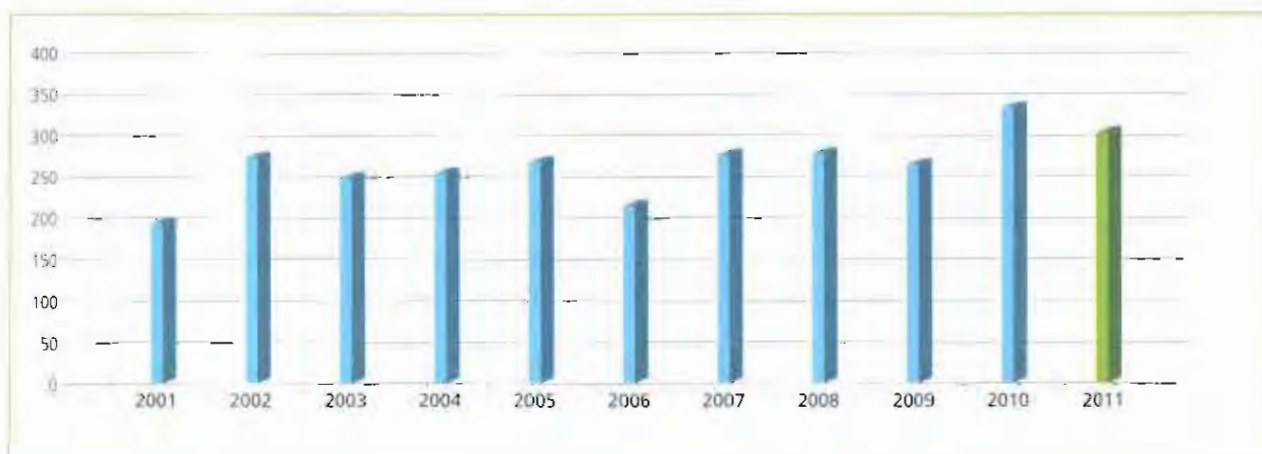
Les locations de matériel

Les revenus de la location de matériel fléchissent cette année passant de 84 801 485 CFA en 2010 à 71 697 063 CFA en 2011. Des efforts seront encore déployés par la direction générale pour tirer profit de ce potentiel logistique appréciable en matière d'engins lourds.

Les titres d'accès

Les recettes perçues en 2011 se montent à 303 732 536 CFA contre 334 467 019 CFA en 2010 soit une baisse de 9,2%. Les recettes perçues sur les titres d'accès ont ainsi évolué durant la dernière décennie.

2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	%
191	272	250	254	270	239	278	279	264	334	303	90,7

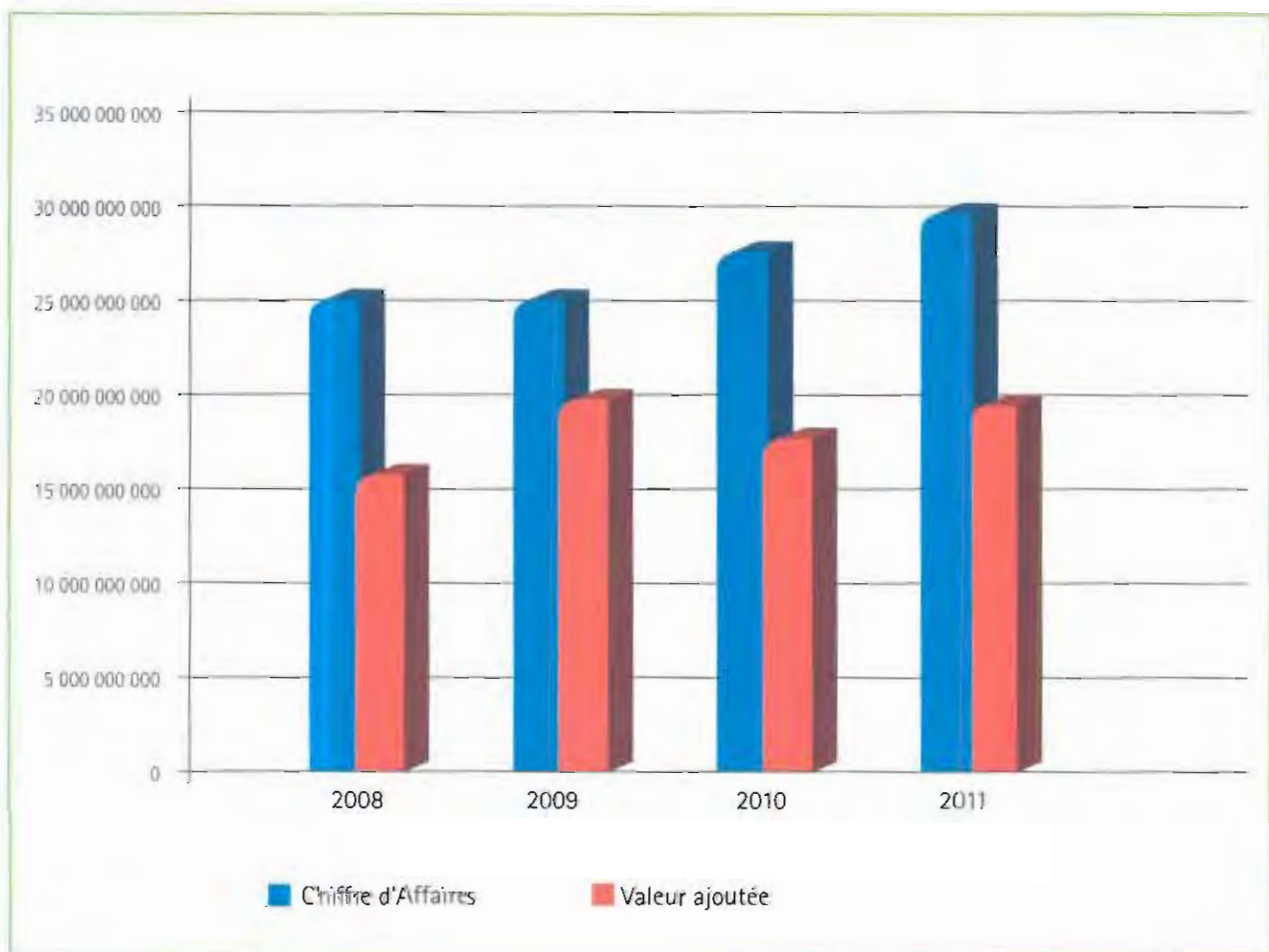


LA VALEUR AJOUTÉE

La valeur ajoutée est l'expression de la richesse additionnelle créée dans l'entreprise. Elle correspond en terme comptable au solde disponible après le paiement des consommations dites internes (nécessaires au processus de production). Ce solde est destiné à la rémunération de l'ensemble des facteurs engagés dans le processus de production de biens et services.

La valeur ajoutée enregistre cette année une croissance de 9,73 % et culmine à 19 595 388 589 CFA contre 17 857 991 474 CFA.

	2008	2009	2010	2011	%
Chiffre d'Affaires	25 045 793 416	25 024 767 529	27 709 230 811	29 796 642 942	107,53
Valeur Ajoutée	15 771 081 801	19 723 613 688	17 857 991 474	19 595 388 589	109,73
Contribution par agent	28 263 587	32 982 632	28 894 426	29 466 750	101,98



La contribution moyenne de chaque agent à la création de richesse autrement dit la productivité du personnel, calculée à partir de cet indicateur s'améliore légèrement en 2011.

La valeur ajoutée de l'entreprise équivaut à 237 jours de chiffre d'affaires en 2011.

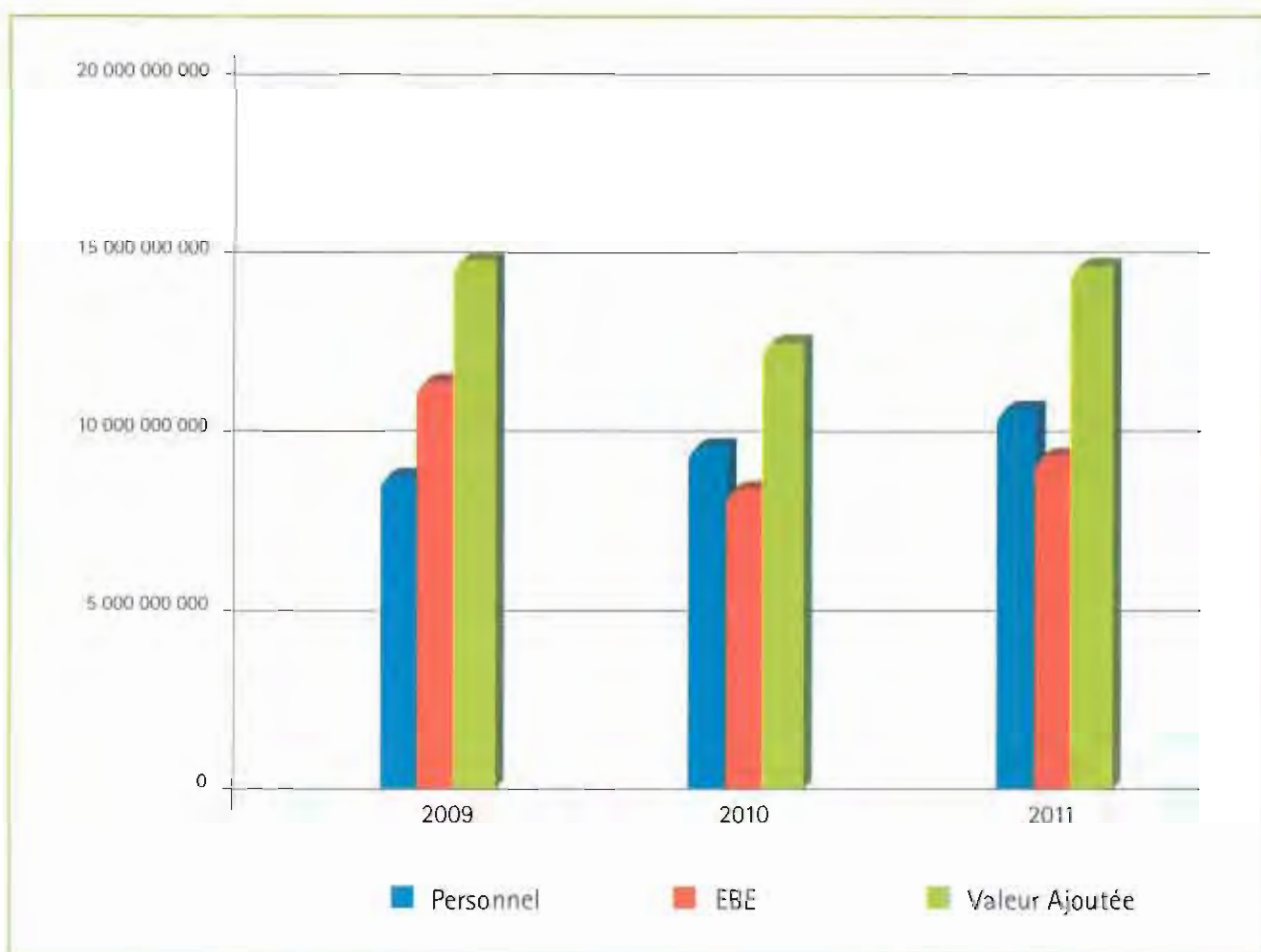
L'EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION

L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) exprime la marge disponible après déduction des charges de personnel (facteur travail). Ce solde doit être conséquent pour rémunérer la dette contractée tout en assurant le renouvellement de l'outil de production, via l'amortissement.

L'Excédent Brut d'Exploitation se monte à 9 028 133 583 CFA en 2011 contre à 8 366 088 574 CFA en 2010 soit une hausse de 7,91%.

La ventilation de la valeur ajoutée entre la masse salariale et l'excédent brut d'exploitation est illustrée ci après :

	2009	2010	2011	variations	%
Personnel	8 379 929 331	9 491 902 900	10 567 255 006	1 075 352 106	11,33
EBE	11 343 684 357	8 366 088 574	9 028 133 583	662 045 009	7,91
VA	19 723 613 688	17 857 991 474	19 595 388 589	1 737 397 115	9,73



Il importe de signaler que l'accroissement de la valeur ajoutée profite aussi au personnel du Port de Dakar avec notamment la mise en œuvre de programme social d'une part et de l'intégration d'agents temporaires.

L'Excédent Brut d'Exploitation égale cette année 30,3 % du chiffre d'affaires contre 30,19 % l'année précédente.

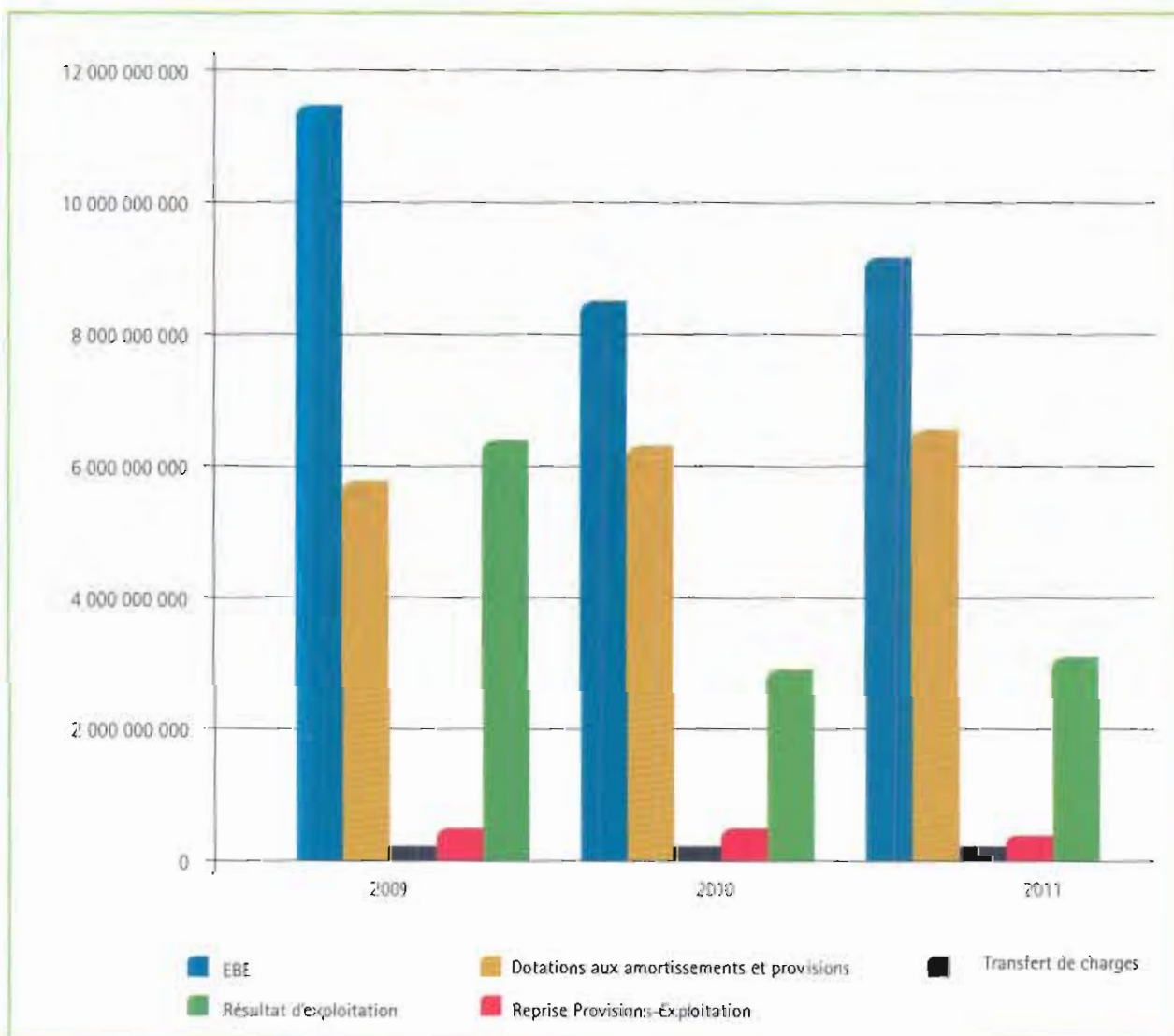
LE RESULTAT D'EXPLOITATION

Le Résultat d'Exploitation (REX) est le solde économique disponible après la rémunération du facteur travail et les réservations légales constituées au titre de l'amortissement et des provisions en rapport avec l'exploitation normale. Le résultat d'exploitation de l'exercice se monte à 3 107 745 411 CFA, en hausse de 9,82 % par rapport à l'année précédente.

La détermination du résultat d'exploitation à partir de l'Excédent brut d'exploitation est ainsi retracée :

Cet accroissement du résultat d'exploitation résulte surtout de l'accroissement plus important de l'EBE (+7,91%) sur les autres composantes notamment les des dotations pour amortissements (en hausse de 4,46 %) et de la diminution des reprises sur provisions.

	2 009	2 010	2 011	variations	%
EBE	11 343 684 357	8 366 088 574	9 028 133 583	662 045 009	7,91
Dotations aux amortissements et provisions	5 605 989 595	6 155 059 241	6 429 812 620	274 753 379	4,46
Transfert de charges	115 351 641	112 406 082	109 792 374	-2 613 708	-2,33
Reprise Provisions-Exploitation	479 876 809	506 464 938	399 632 074	-106 832 864	-21,09
Résultat d'exploitation	6 332 923 212	2 829 900 353	3 107 745 411	277 845 058	9,82



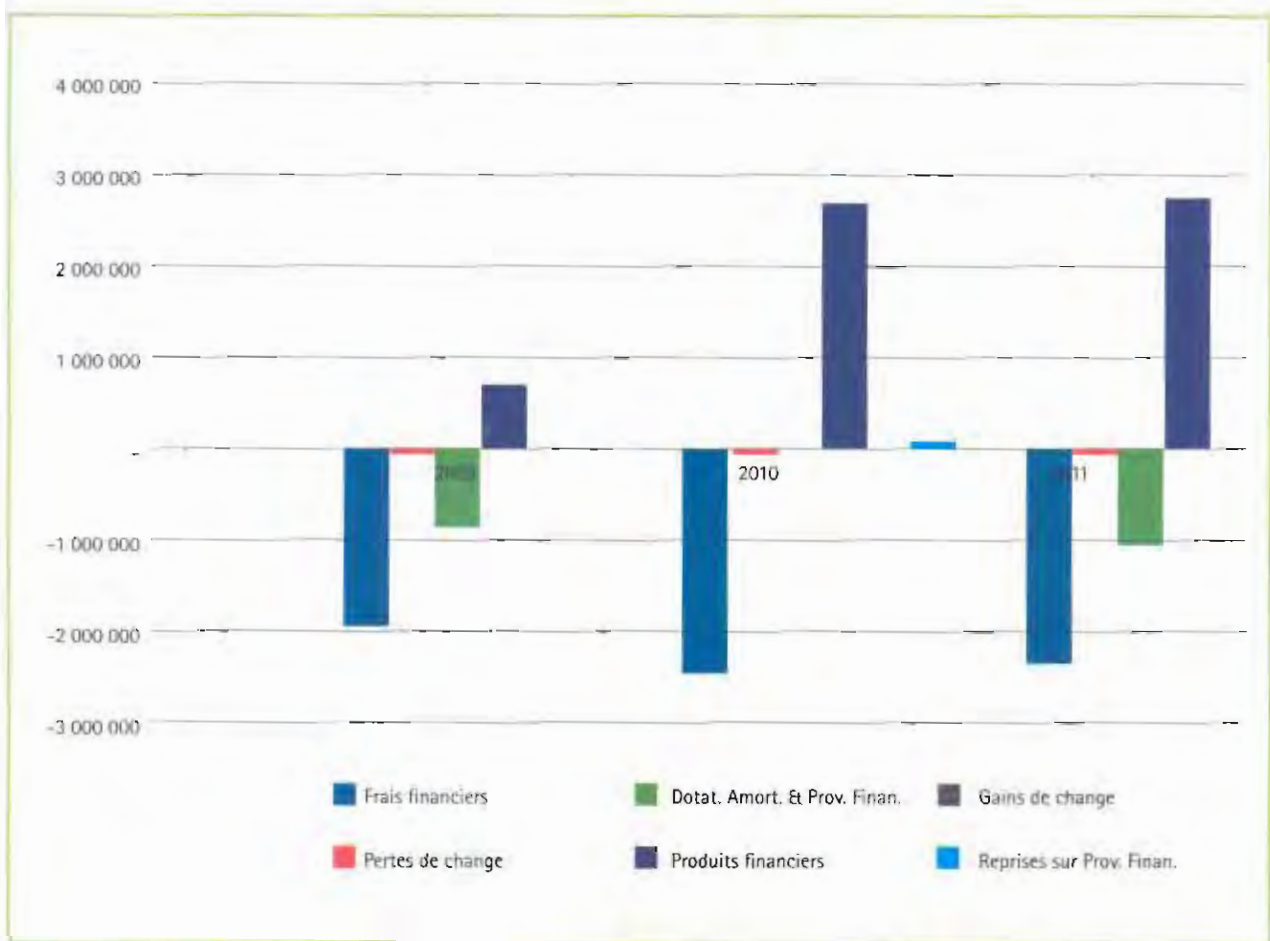
LES ACTIVITES FINANCIERES SPECIFIQUES

D'importantes provisions ont été constituées cette année sur la Compagnie Sénégal Airlines en proie à de grandes difficultés. Le complément correspond aux provisions retraites.



Le tableau ci-après fournit les éléments constitutifs du résultat financier (en millions de Cfa)

	2009	2010	2011	Evolution	%
Frais financiers	-1 958 834	-2 464 746	-2 383 172	81 574	96,69
Pertes de change	-1 196	-2 415	-844	1 571	34,95
Dotat. Amort. Et Prov. Finan.	-812 009		-1 021 701	-1 021 701	
Produits financiers	722 198	2 712 340	2 792 676	80 336	102,96
Gains de change			1 265	1 265	
Reprises sur Prov. Finan.	3 125	55 198		-55 198	-
Transferts de charges				-	
Resultat activités financières	-2 046 716	300 377	-611 776	-912 153	-203,67



Les frais financiers payés au titre de la dette se montent à 2 383 172 183 CFA en décembre 2011 contre 2 464 745 906 CFA à la fin de l'exercice précédent, soit une baisse de 3,3 %.

Les gains réalisés au titre de la gestion du portefeuille et des placements se montent à 2,793 milliards CFA en fin 2011 contre 2 712 340 263 CFA l'année précédente. Les dividendes tirés de notre participation au capital de DP WORLD DAKAR constituent désormais le principal composant du résultat financier.

Les revenus de placement et de titres sur le marché financier sous-régional se montent respectivement à 428 705 048 et 348 569 709 CFA.

LE RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES

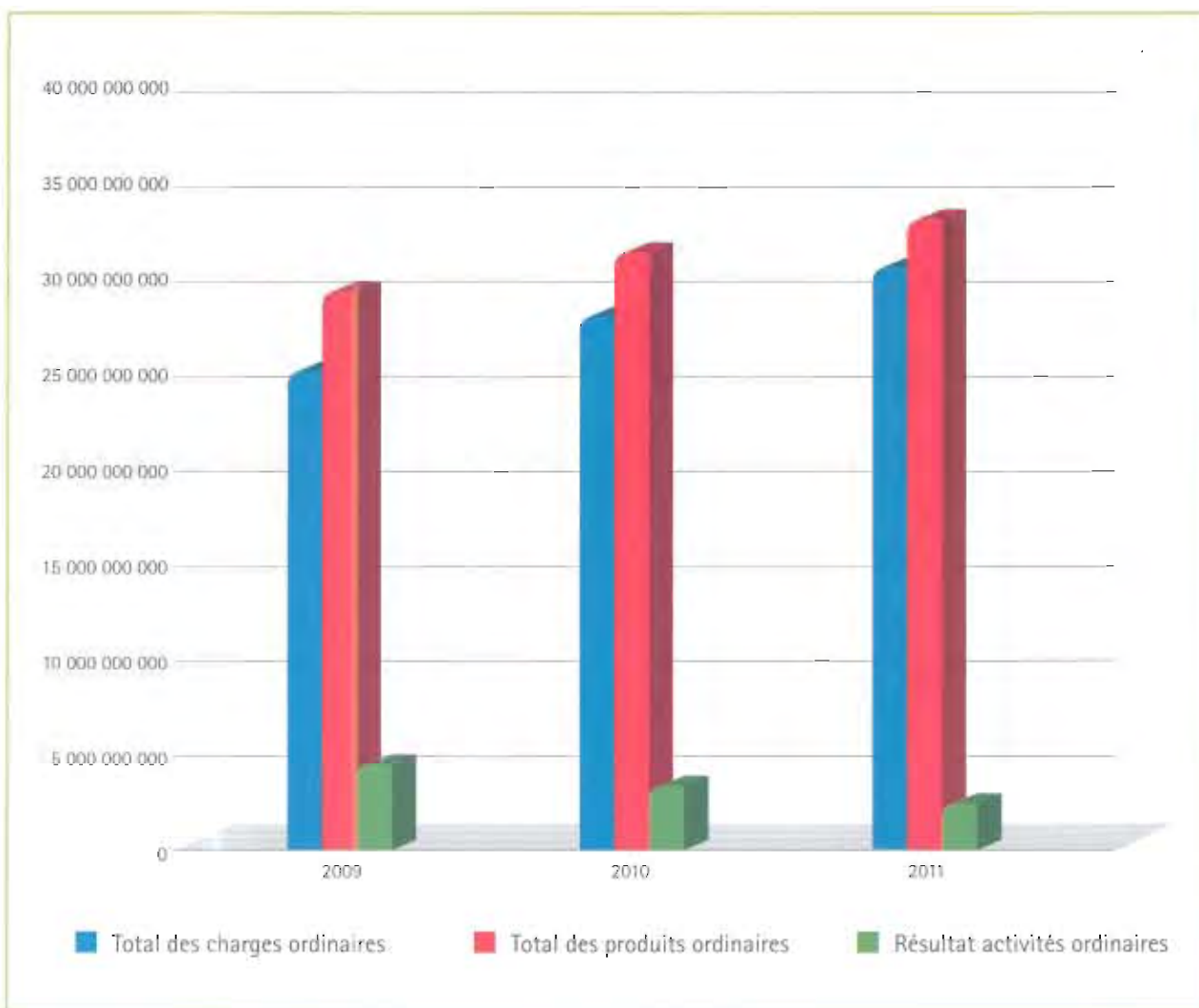
Le résultat des activités dites ordinaires est une synthèse des activités d'exploitation et financière de l'entreprise.

Ce solde n'est pas altéré par les événements dits exceptionnels qui concourent à la détermination du résultat final de l'entreprise.

Le total des produits ordinaires de l'exercice clos se montent à 33 414 512 209 CFA contre 31 329 526 439 CFA en 2010 soit une hausse 6,66% sur les douze derniers mois.

Les charges ordinaires passent de 28 199 249 697 CFA à 30 918 543 792 CFA soit une hausse de 9,64%.

	2009	2010	2011	Variations
Total des charges ordinaires	25 022 241 634	28 199 249 697	30 918 543 792	2 719 294 095
Total des produits ordinaires	29 308 449 092	31 329 526 439	33 414 512 209	2 084 985 770
Résultat activités ordinaires	4 286 207 458	3 130 276 742	2 495 968 417	-634 308 325

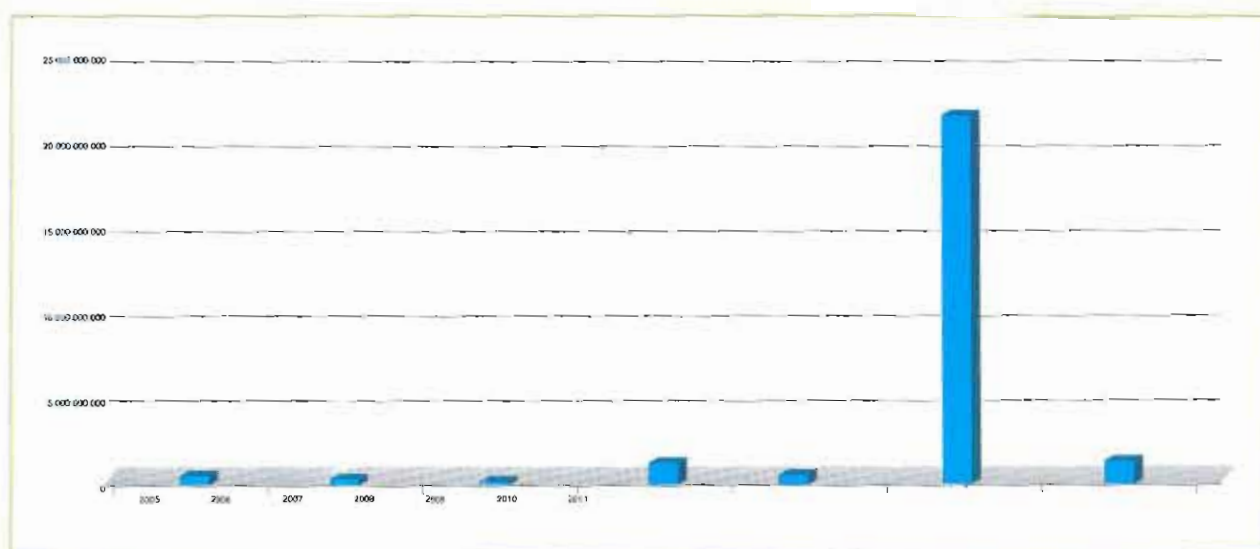


LE RESULTAT NET

Le résultat net après impôts de l'exercice 2011 sous revue est arrêté à 1 595 206 118 CFA contre 22 959 138 529 CFA en 2010. Cet écart très important s'explique par le retraitement opéré en 2010 sur ticket d'entrée de 30 milliards CFA perçu en 2008 dans le cadre de la concession du terminal à conteneurs.

2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	variation	%
635 834 133	218 052 508	199 938 413	1 603 991 883	916 265 546	22 959 138 529	1 595 206 118		0,00

L'impôt sur les sociétés est calculé au taux de 25 % après les réintégrations et déductions fiscales légales. Son montant au titre de l'exercice qui s'achève est de 902 118 250 CFA.



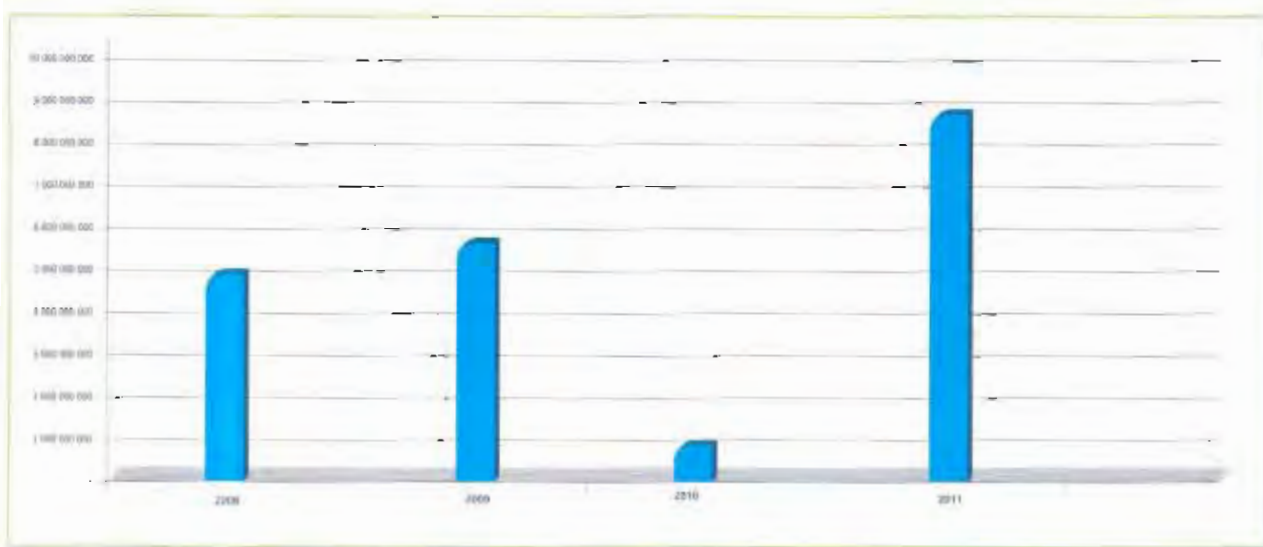
LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBAL

La Capacité d'Autofinancement est le potentiel de trésorerie d'exploitation généré par l'Entreprise et pouvant être affecté au remboursement de la dette et au développement. Cet indicateur synthétise en quelque sorte les performances financières de l'entreprise et renseigne nos bailleurs sur notre aptitude à faire face à nos engagements financiers.

Les activités portuaires dégagent en 2011 une capacité d'autofinancement de 8 645 732 034 CFA contre 814 946 199 CFA en 2010.

Rappelons que les retraitements opérés en 2010 sur le ticket d'entrée versé par DP WORLD en 2008 avait impacté négativement la capacité d'autofinancement.

2008	2009	2010	2011	Variation	%
4 892 664 882	5 653 907 232	814 946 199	8 645 732 034	7 830 785 835	138,50



La dette bancaire consolidée de l'entreprise au 31 décembre 2011 est évaluée à 26 634 869 878 CFA contre 32 524 621 989 CFA en 2010.

La CAF rapporté au niveau de la dette procure au Port autonome de Dakar une bonne capacité d'endettement.





LE BILAN

LES EMPLOIS

• les Immobilisations	43
• Les Stocks	45
• Les Créances et Emplois Assimilés	46
• Les Autres créances	47
• Le Compte de Trésorerie	48
• Les Titres de placement	49

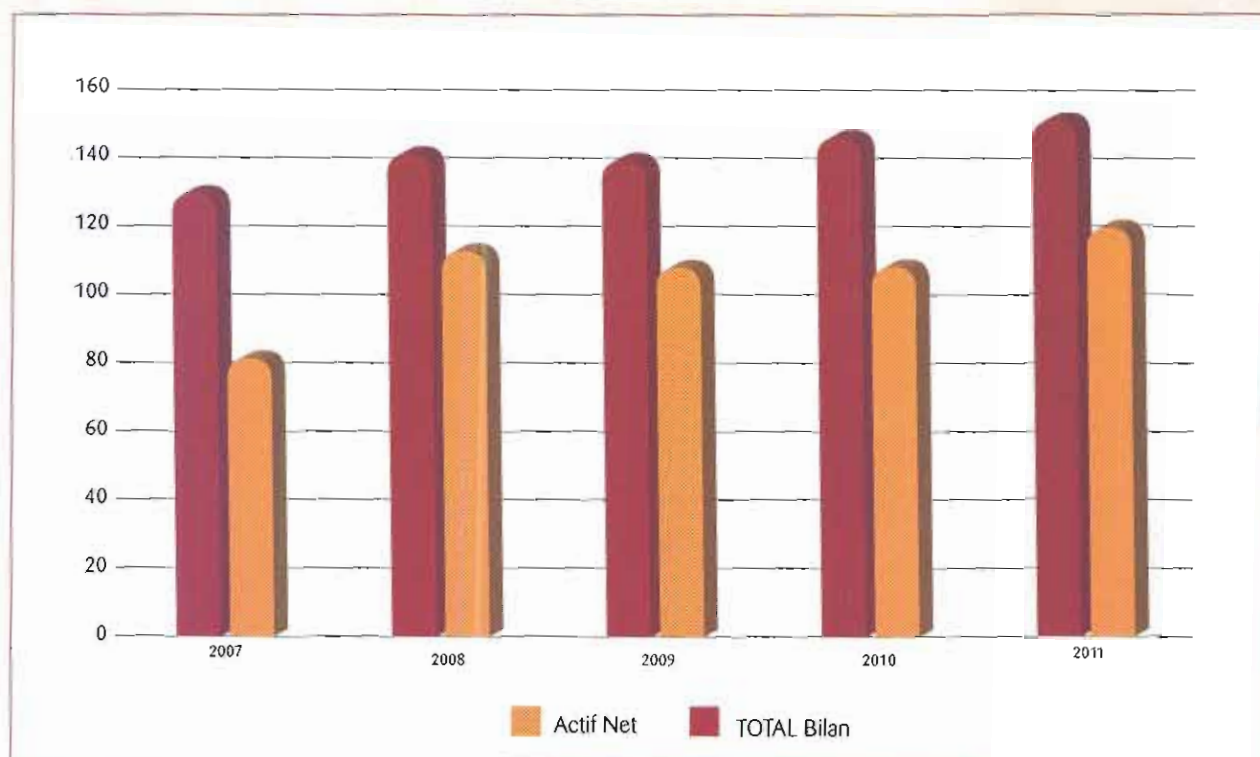
LES RESSOURCES

• Les Ressources propres	50
• Les dettes financières et ressources assimilées	51
• Le passif circulant	53

Le bilan de l'exercice clos au 31 décembre 2011 est arrêté à 150 864 702 246 CFA contre 144 785 480 460 CFA en 2010.

L'évolution de l'actif net de l'entreprise au cours des dernières années est la suivante (en milliards CFA) :

	2007	2008	2009	2010	2011
TOTAL Bilan	128,898	140,897	138,489	144,785	150,865
Actif Net	80,407	111,898	107,57	108,056	118,86



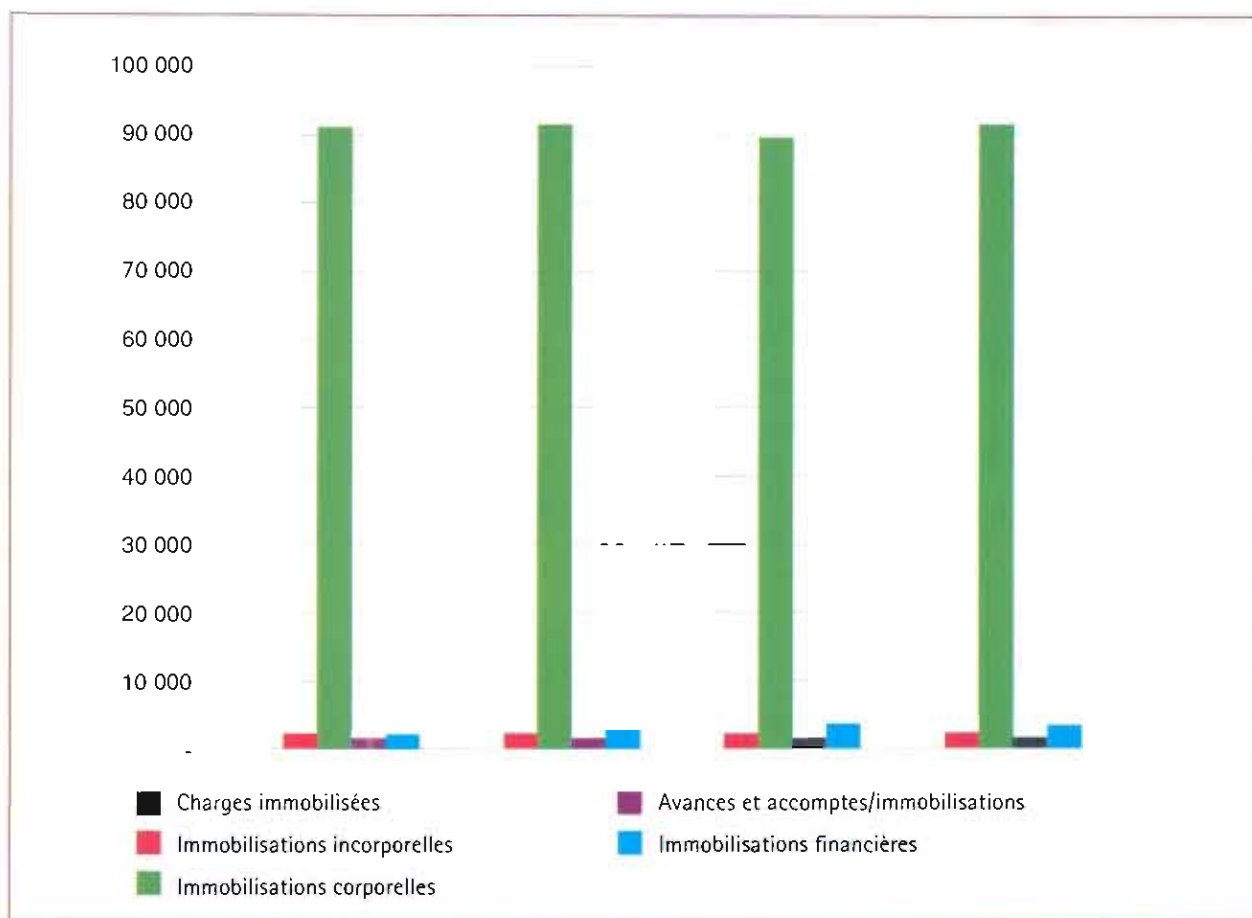
L'actif net se consolide malgré le poids de la dette liée au financement des programmes en cours



LES EMPLOIS

Les immobilisations (en millions)

	2008	2009	2010	2011	Variations	%
Charges immobilisées	6	6	6	6	-	0,0
Immobilisations incorporelles	2 286	2 000	1 398	761	-637	-45,6
Immobilisations corporelles	91 127	91 440	89 681	90 749	1 068	1,2
Avances et acomptes /immobilisations	1 384	1 190	4	70	66	1650,0
Immobilisations financières	2 099	2 793	3 464	3 210	-254	-7,3
TOTAL	96 902	97 429	94 553	94 796	243	0,3



Le poste immobilisations se caractérise par le poids prépondérant des éléments corporels qui représentent 95,73 % de l'ensemble en 2011. Les immobilisations corporelles augmentent de 1 % cette année à 90,749 milliards sur un total de 94,79 milliards.

Il faut souligner l'importante baisse des immobilisations incorporelles résultant des amortissements pratiqués sur les frais de recherche et développement. Il en est de même en ce qui concerne les logiciels.

L'incorporation à la valeur cadastrale de 53 terrains attribués par l'Etat au Port de Dakar pour une valeur globale de 5 060 728 710 CFA assure le relèvement du poste immobilisations corporelles, plus précisément, la valeur des terrains qui passent de 5,266 milliards CFA en 2010 à 10,327 milliards CFA au 31 décembre 2011. Les amortissements pratiqués sur les rubriques d'immobilisations corporelles ont cependant absorbé partiellement la progression induite par la valeur des terrains.

Les immobilisations financières composées pour l'essentiel des titres de participation du Port autonome de Dakar sur d'autres sociétés et de dépôts et cautionnements enregistrent une forte baisse du fait de la provision constituée à 100 % sur la compagnie Sénégal Airlines en proie à de sérieuses difficultés.

La composition du portefeuille « titres de participations » se présente ainsi au 31 décembre 2011 :

Titres	Montant brut	Provisions	Montant net
ENSEMA	2 012 899 732		2 012 899 732
SIRN	380 280 000	380 280 000	-
COSENA	25 000 000	25 000 000	-
SOMAT	367 500 000	367 500 000	-
TRANSRAIL	539 760 795	539 760 795	-
APIX sa	250 000 000		250 000 000
COSAMA	225 000 000		225 000 000
DP WOLRD DAKAR	100 000 000		100 000 000
Sénégal Airlines	600 000 000	600 000 000	
TOTAL	4 500 440 527	1 912 540 795	2 587 899 732

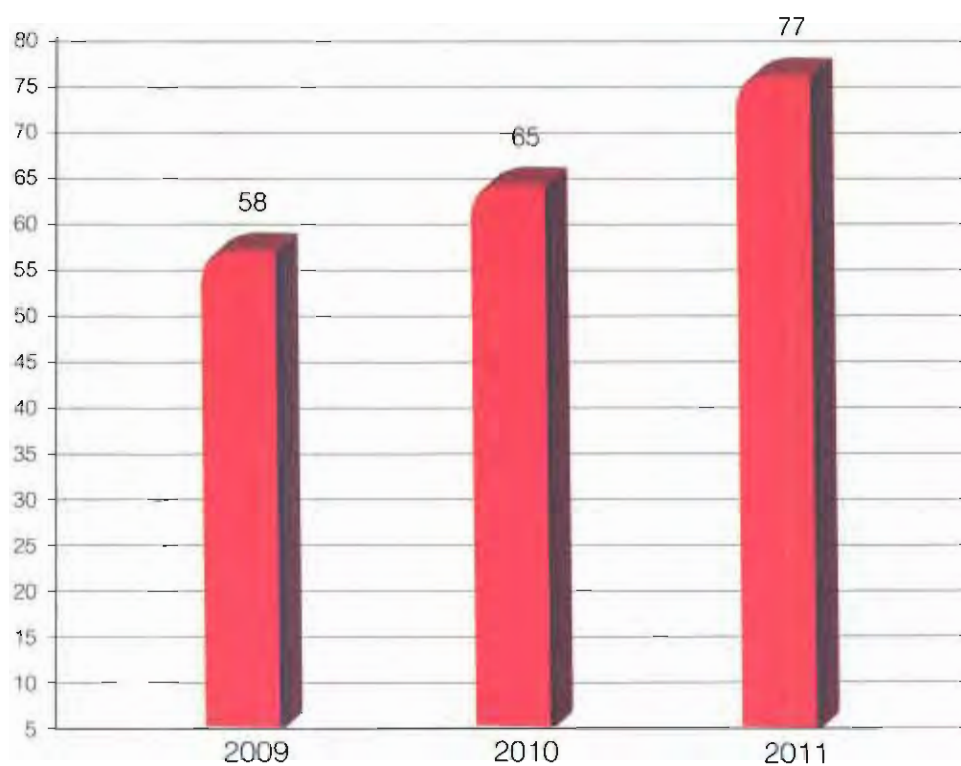


Les stocks (en millions)

Le stock enregistre une augmentation de 18,5 % en valeur relative à la clôture des comptes.

2009	2010	2011	Variations	%
58	65	77	12	18,5

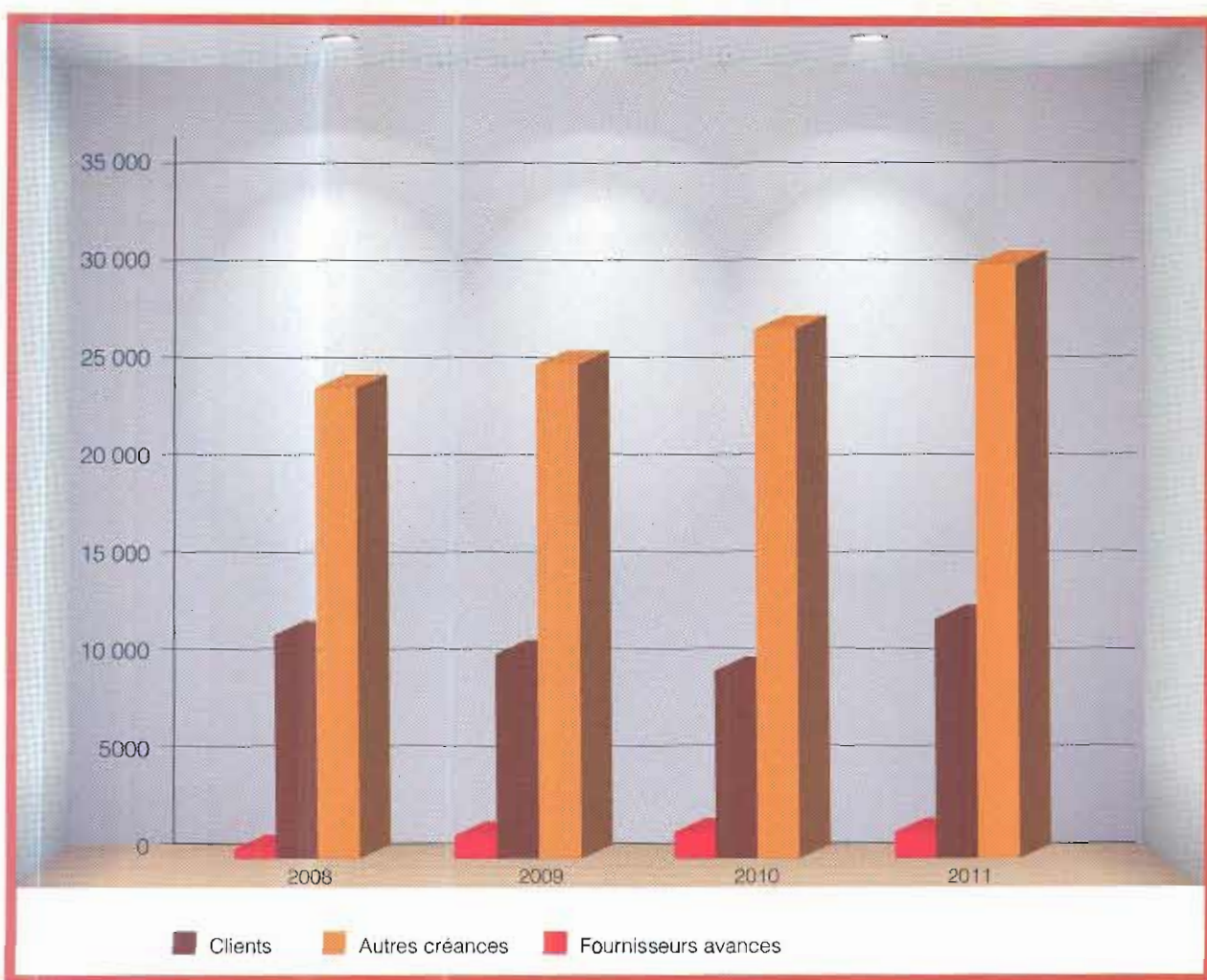
Il importe cependant de surveiller le niveau du stock pour le maintenir à un niveau raisonnable et surtout éviter la démultiplication des points de stockage.



Les créances et emplois assimilés (en millions)

Les créances et emplois assimilés du Port autonome de Dakar sont ainsi constitués :

	2008	2009	2010	2011	Variations	%
Fournisseurs, avances	172	211	226	273	47	20,8
Clients	10890	10655	9045	11084	2039	22,5
Autres créances	24697	25326	27135	31469	4334	16,0
TOTAL	35587	35981	36180	42825	6373	17,6



Fournisseurs, Avances et Acomptes versés

La hausse constatée sur ce poste correspond aux avances de démarrage versées aux fournisseurs, dans le cadre de l'exécution des marchés de fournitures et de services.

Clients

Les créances commerciales sont liées à l'activité normale du Port et s'élèvent à 11,084 milliards CFA, soit une hausse de 22,5 % en valeur relative par rapport à l'exercice précédent. Ce montant intègre un volet important de créances moratoriées pour un montant brut de 2 996 839 445 CFA, provisionné à hauteur de 84 %.

Autres créances

Ces créances arrêtées au 31 Décembre 2011 à 31 469 002 478 CFA représentent 73,48 % de l'ensemble des créances du Port.

Elles sont constituées par :

- les avances consenties au Personnel pour un montant de 488 721 247 CFA.
- les TVA déductibles et autres crédits d'impôts pour 1 159 973 293 CFA
- les créances sur les débiteurs divers pour un montant total de 29 820 307 938 CFA ainsi constituées :
 - Liaison Maritime Dakar-Gorée : 13 534 963 073 CFA
 - Phares et Balises : 10 443 587 481 CFA
 - APIX et ANOCI : 3 899 963 785 CFA
 - ENSEMA : 698 937 951 CFA

Notons que le montant des créances sur les débiteurs divers a connu une hausse régulière depuis 2003, année du dernier règlement croisé des créances entre l'Etat et le Port de Dakar.

En ce qui concerne les Phares et Balises et la Liaison Maritime Dakar-Gorée, les sommes avancées par le Port de Dakar ne sont que partiellement compensées par les recettes cumulées figurant sur le poste « Autres Dettes » pour des montants respectifs de 172 421 943 CFA et 12 437 448 846 CFA (Il s'agit là des recettes directement encaissées par le Port autonome de Dakar, en vertu des dispositions des conventions signées avec l'Etat).

Autrement dit, l'impact négatif global sur la trésorerie du Port autonome de Dakar résultant des déficits de ces deux structures confiées par l'Etat est de 11 368 679 765 CFA sur la période 2003-2011.

Cette dette de l'Etat au Port autonome de Dakar régulièrement évoquée, reste un sujet encore préoccupant en raison des montants en jeu et de la tendance haussière de celle-ci.

Les tentatives initiées par la Direction générale du Port en vue de la titrisation de ces créances n'ont pas encore trouvé un écho favorable.

La clarification des rapports entre l'Etat et le Port autonome de Dakar (évoqué depuis plusieurs années) relativement au fonctionnement des services rattachés Phares et Balises et Liaison Maritime Dakar-Gorée est devenu un impératif de premier ordre. Les conventions régissant ces relations doivent être revisitées pour les adapter au contexte véritable.

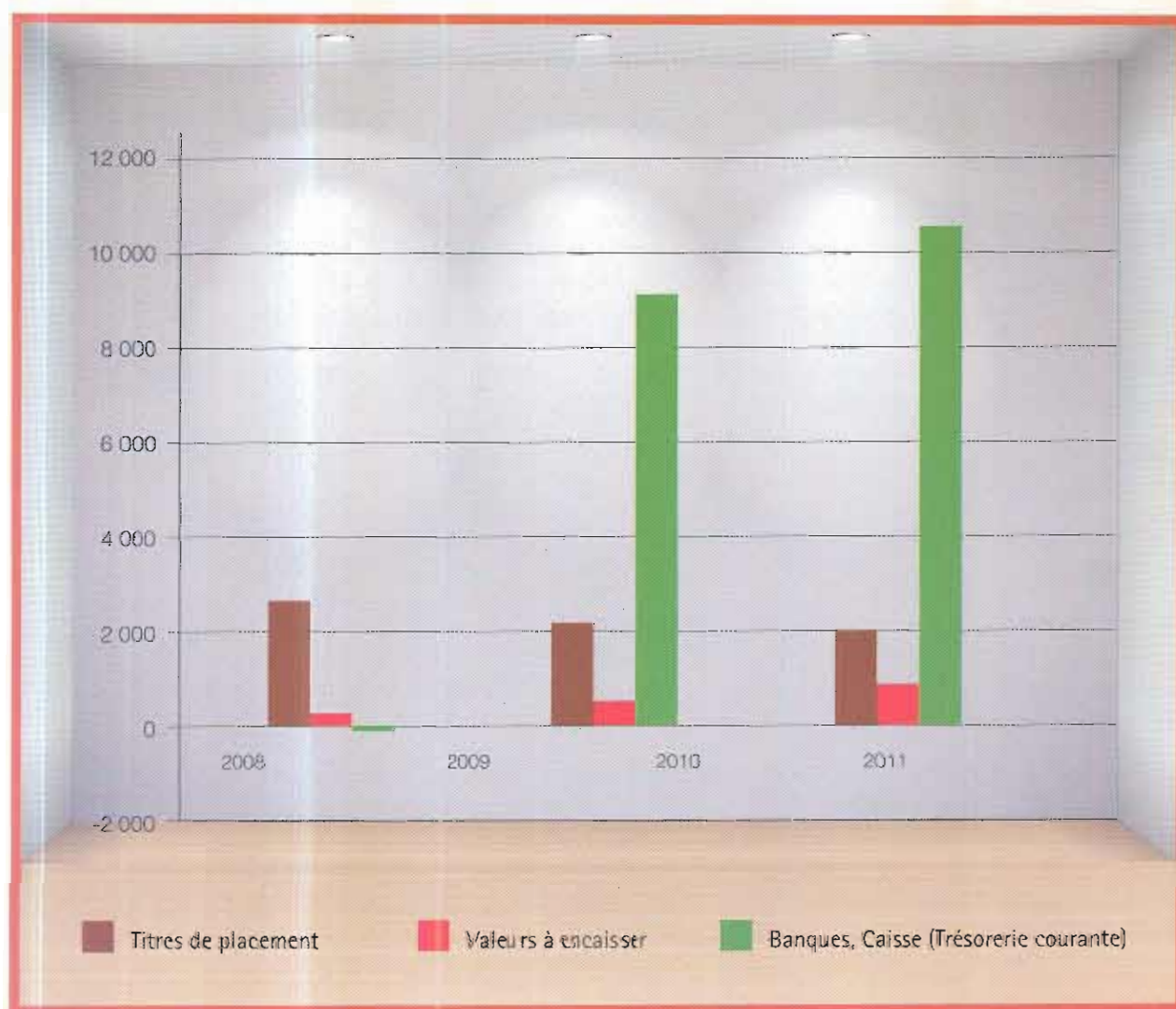
Il en est de même des avances consenties à l'Etat sur sa demande pour la zone franche portuaire rétrocédée à l'APIX qui s'est engagée à les libérer ainsi que celle relative à l'Organisation de la Conférence Islamique (location bateau) pour lequel l'Etat s'est engagé et l'a inscrit dans le budget 2012.

La trésorerie du Port autonome de Dakar est particulièrement amputée en conséquence, au risque d'affecter à terme la rentabilité et les performances.

Le compte de trésorerie (en millions)

La synthèse des comptes de trésorerie à la fin de l'exercice 2011 se présente ainsi :

	2009	2010	2011	Variations	%	%
						20,8
Titres de placement	2821	2191	1936	-255	-11,6	22,5
Valeurs à encaisser	237	452	669	217	48,0	16,0
Banques, Caisse (Trésorerie courante)	-154	9049	10550	1501	16,6	17,6
Decouverts en banque		-1818	-6386	-4568	251,3	
TOTAL	2904	11692	6769	-4923	-42,1	



Titres de placement

Le portefeuille titre de placement au 31 décembre 2011 est ainsi constitué :

Titres	Type	Valeur comptable
SONATEL	ACTIONS	672 086 718
BOAD	OBLIGATIONS	
COMMUNAUTE ELECTRIQUE DU BENIN	OBLIGATIONS	
BIDC	OBLIGATIONS	39 999 975
ETAT DU SENEGAL (2007/2012)	OBLIGATIONS	50 000 350
CELTEL BURKINA	OBLIGATIONS	203 862 366
PORT AUTONOME DE DAKAR	OBLIGATIONS	
BANK OF AFRICA	ACTIONS	71 420 000
ECOBANK	ACTIONS	100 000 000
BANK OF AFRICA	OBLIGATIONS	76 580 000
PORT AUTONOME D'ABIDJAN	OBLIGATIONS	200 000 000
ETAT DU SENEGAL (2010/2015)	OBLIGATIONS	300 000 000
TRAVAUX PUBLICS DE CÔTE-D'IVOIRE	OBLIGATIONS	214 286 668
TOTAL		1 928 236 077

Les mouvements du portefeuille « Titres de Placement » concernent :

- des titres matures et intégralement remboursés : CEB et BOAD
- des remboursements partiels sur diverses obligations détenues par le Port autonome de Dakar.

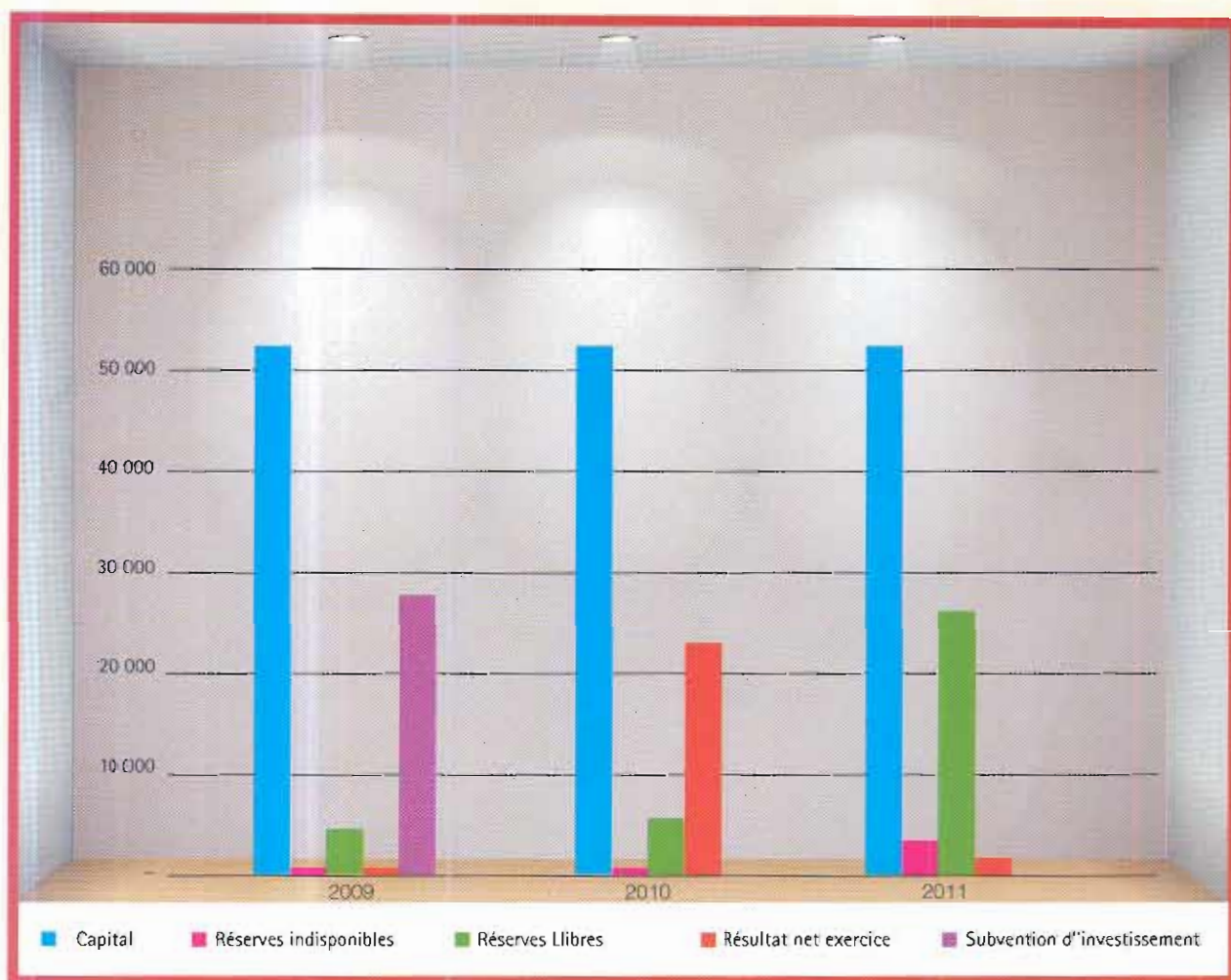
LES RESSOURCES

Les ressources propres

Avec l'incorporation des titres fonciers mutés par l'Etat au nom du Port de Dakar, les capitaux propres enregistrent une progression significative de 8,1 % en 2011. Ils se présentent désormais suivant la configuration suivante après affectation des résultats de l'exercice antérieur.

	2009	2010	2011	Variations	%
Capital	52 000	52 000	52 000	0	0
Réserves indisponibles	903	995	3 291	2 296	230,8
Réserves Libres	4 557	5 382	26 045	20 663	383,9
Résultat net exercice	916	22 959	1 595	-21 364	-93,1
Subvention d'investissement	27 865	140	5 118	4 978	3555,7
Capitaux propres	86 241	81 476	88 049	6 573	8,1

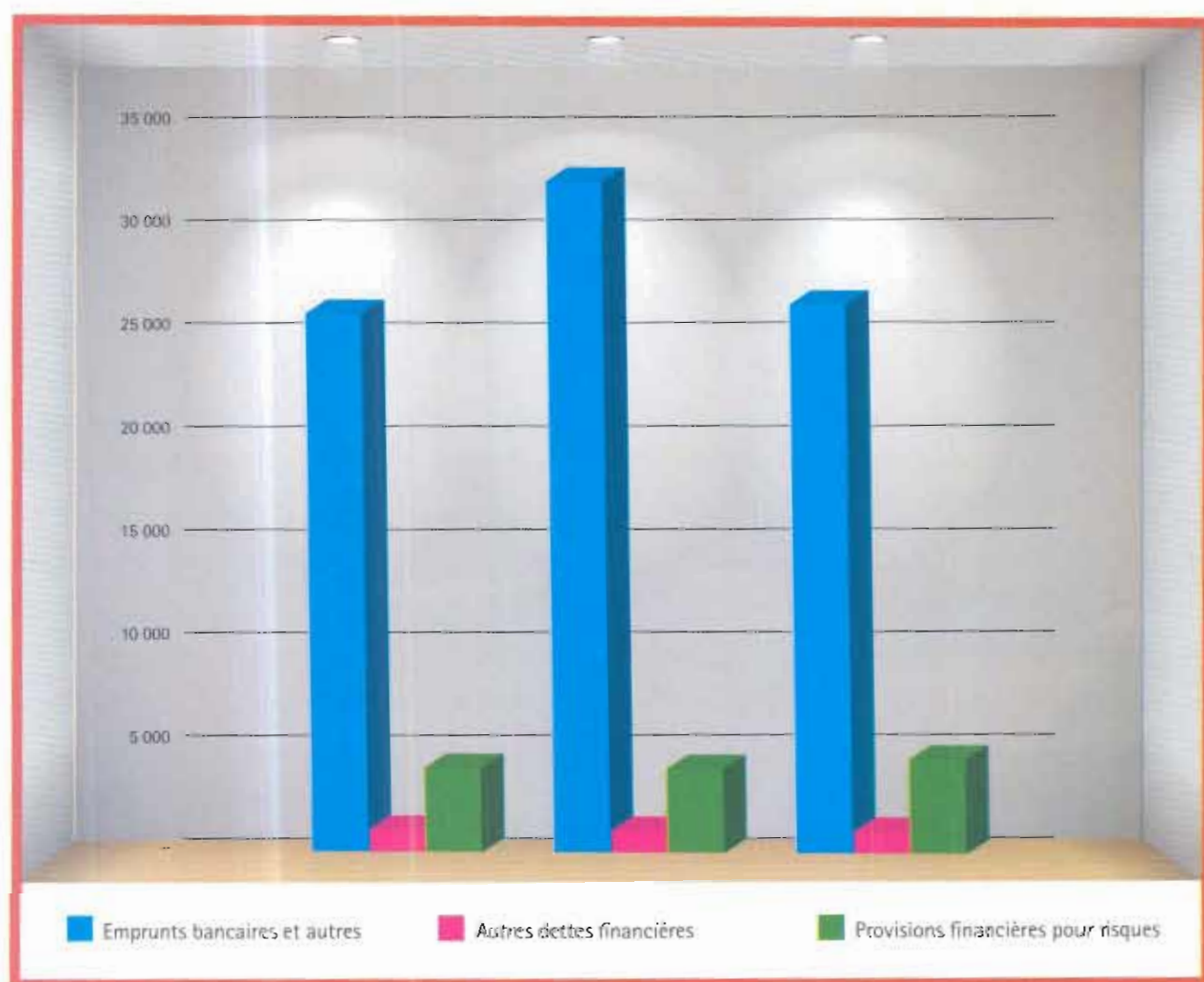
On peut signaler l'accroissement très important des réserves libres après l'affectation du résultat 2010, compensé cependant par la forte diminution du résultat sur les deux exercices.



Les dettes financières et ressources assimilées

La diminution de 18,11% observée sur les emprunts bancaires et assimilés a fortement tiré vers le bas les dettes financières.

	2009	2010	2011	Variations	%
Emprunts bancaires et autres	26106	32525	26635	-5890	-18,11
Autres dettes financières	793	843	857	14	1,66
Provisions financières pour risques	4018	3857	4513	656	17,01
TOTAL	30917	37225	32005	-5220	-14,02



Le détail du compte d'emprunts au 31 décembre 2011 est le suivant :

- Le second emprunt obligataire (PAD/2010-2017) sur le marché financier sous régional pour un montant de 10 000 000 000 CFA relatif au chenal d'accès et au wharf pétrolier.
- Solde de l'emprunt Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD/ 2004-2017) relatif à la réhabilitation du môle II. Cet emprunt est en cours de remboursement pour un solde de 3 719 999 986 CFA. Le montant initial du prêt était de 6 199 999 986 milliards CFA.
- Emprunt de l'Agence Française de Développement (AFD/1998-2015) relatif à la route de contournement pour un restant dû en principal de 611 632 911 CFA sur un montant initial de 1 747 819 224 CFA.
- Emprunt Société Générale de Banques au Sénégal (SGBS/2007-2012) pour le financement d'infrastructures complémentaires sur les grands travaux pour un solde au 31 décembre 2011 de 537 022 988 CFA.
- Emprunt Banque Internationale du Commerce et l'Industrie du Sénégal (BICIS /2008-2014) à moyen terme pour le financement du môle 5. Le principal restant dû au 31 décembre 2011 se monte à 2 250 00 0000 CFA sur une ligne allouée en 2008 pour un montant de 4 500 000 000 CFA.
- Emprunt moyen terme contracté auprès de CBAO- Groupe Attijariwafa Bank (CBAO/2009-2013) de 3 000 000 000 CFA portant sur des travaux du premier programme d'investissement. Le solde de cet emprunt au 31 décembre 2011 est de 1 021 905 928 CFA.
- Emprunt moyen terme de 1 500 000 000 CFA auprès de la Bank Of Africa (BOA/2010-2012) en appui au financement du besoin en fonds de roulement. Le solde restant dû étant de 171 532 137 CFA au 31 Décembre 2011.
- Emprunt ECOBANK (ECOBANK/2009-2014) pour le financement du môle 5. Le solde restant dû au 31 décembre 2011 est de 3 046 153 846 CFA.
- Emprunt Bank Of Africa moyen terme syndiqué (BOA/2010-2015) de 3 000 000 000 CFA. Le solde restant dû au 31 décembre 2011 est de 2 630 331 834 CFA.
- Refinancement auprès de la Bank Of Africa (BOA/2011-2016) d'acquisition de véhicules et du volet social du programme d'investissement 2008/2012 pour un montant de 1 000 000 000 CFA. Le solde au 31 Décembre 2011 s'élève à 906 329 430 CFA.
- Emprunt à moyen terme de 1 500 000 000 CFA auprès de la CBAO-Groupe Attijariwafa Bank (CBAO/ 2012-2015) pour le refinancement de divers projets d'aménagement et de maintenance d'ouvrages portuaires.

NOTA-BENE : Il importe de rappeler que la première ligne obligataire du Port de Dakar d'un montant 30 000 000 000 CFA est totalement soldée en Juillet 2011.

Le passif circulant

Malgré la baisse de la dette fiscale de 1 069 801 989 CFA, le poids du redressement fiscal de 2010 portant sur le ticket d'entrée, continue de peser encore lourdement sur le passif circulant. Parallèlement, on constate, par rapport à 2010, une augmentation des postes « Autres Dettes » et « Fournisseurs d'Exploitation » de 372 662 079 CFA et 639 394 066 CFA respectivement.

La conjugaison défavorable de ces deux facteurs explique la relative stagnation du niveau du passif circulant qui passe de 24 267 513 479 CFA en 2010 à 24 424 128 442 CFA.

	2008	2009	2010	2011	Variations	%
■ Dettes circulantes & Ress. Assimilées	8 052	2 173	569	517	-52	-9,14
■ Clients, avances reçues	283	113	65	158	93	143,08
■ Fournisseurs d'exploitation	2 063	1 929	1 705	2 344	639	37,48
■ Dettes fiscales	1 006	1 339	6 968	5 898	-1 070	-15,36
■ Dettes sociales	1 831	1 756	2 037	2 211	174	8,54
■ Autres dettes	10 965	12 142	12 923	13 296	373	2,89
Total passif circulant	24 200	19 452	24 267	24 424	157	0,65



Pour rappel, depuis 2003, les recettes des services rattachés ne compensent que partiellement les préfinancements effectués par le Port de Dakar pour la bonne marche desdits services.

En effet, la comparaison des préfinancements du Port de Dakar et des recettes perçues au titre de ces services rattachés montre une nette détérioration de la situation en défaveur du Port sur la période 2003-2011.

Année 2011	Recettes	Dépenses	Situation nette
LMDG	12 437 448 846	13 534 963 073	1 097 514 227
PHARES ET BALISES	172 421 943	10 443 587 481	10 271 165 538
Solde 2011	12 609 870 789	23 978 550 554	11 368 679 765

Il ressort de l'analyse de ce tableau les constats ci après :

1. La gestion des Phares et Balises est coûteuse pour le Port Autonome de Dakar pour une activité qui n'engendre quasiment pas de recettes ;
2. La Liaison .

Ainsi, les déficits cumulés des services rattachés depuis 2003 (dernier règlement croisé entre le Port de Dakar et l'Etat) se montent à 11 368 679 765 CFA au 31 décembre 2011.



ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS 2011

• Présentation normalisée des Etats Financiers 2011	56
• Le Bilan 2011	56-57
• Le Compte de Résultat	58-59
• Le Tableau Financier des Ressources et des Emplois (TAFIRE)	60-61
• Evolution des indicateurs de rentabilité économique	62-63
• Analyse des indicateurs de rentabilité financière	64
• Structure et Evolution du Bilan	64-67
• Evolution de la Capacité d'Endettement	68
• Evolution de la Capacité de Remboursement	69
• Evolution du besoin en fonds de roulement	70

BILANS EXERCICE 2010-2011

Réf.	ACTIF	Exercice 2011			Exercice 2010
		Brut	Amort/Prov	Net	Net
	ACTIF IMMOBILISE (I)				
AA	Charges immobilisées				
AX	Frais d'établissement	5 827 760		5 827 760	5 827 760
AY	Charges à répartir	0		0	0
AC	Primes de remboursement obligations	0		0	0
AD	Immobilisations incorporelles				
AE	Frais de recherche et de développement	2 645 874 722	2 622 401 458	23 473 264	672 380 134
AF	Brevets, licences, logiciels	1 258 108 291	915 246 693	342 861 598	415 935 312
AG	Fonds commercial	0	0	0	0
AH	Autres immobilisations incorporelles	1 601 662 402	1 206 823 532	394 838 870	310 120 316
AI	Immobilisations corporelles				
AJ	Terrains	10 327 670 836	0	10 327 670 836	5 266 942 126
AK	Bâtiments	188 317 436 049	122 438 624 063	65 878 811 986	68 872 008 229
AL	Installations et agencements	16 186 167 894	8 525 809 348	7 660 358 546	8 092 684 635
AM	Matériel	11 181 347 646	7 443 163 278	3 738 184 368	4 147 742 148
AN	Matériel de transport	10 372 360 788	7 227 953 511	3 144 407 277	3 301 108 185
AP	Avances-acomptes immobilisations	70 329 215	0	70 329 215	3 805 485
AQ	Immobilisations financières				
AR	Titres de participation	4 500 440 527	1 912 540 795	2 587 899 732	3 187 899 732
AS	Autres immobilisations financières	797 463 729	175 186 560	622 277 169	276 824 888
AW	(1) dont H.A.O. : Brut 0 Net 0				
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	247 264 689 859	152 467 749 238	94 796 940 621	94 553 278 950
	ACTIF CIRCULANT				
BA	Actif circulant H.A.O.	9 740 991	0	9 740 991	40 910 179
BB	Stocks				
BC	Marchandises	0	0	0	0
BD	Matières premières-approvisionnements	217 321 403	140 374 887	76 946 516	65 483 034
BE	En-cours	0	0	0	0
BF	Produits fabriqués	0	0	0	0
BG	Créances et emplois assimilés				
BH	Fournisseurs, avances versées	273 136 055	0	273 136 055	225 747 024
BI	Clients	15 739 490 689	4 655 899 985	11 083 590 704	9 253 555 450
BJ	Autres créances	32 068 906 656	599 904 328	31 469 002 328	27 135 450 970
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	48 308 595 794	5 396 179 200	42 912 416 594	36 721 146 657
	TRESORERIE - ACTIF				
BQ	Titres de placement	1 944 410 790	7 804 316	1 936 606 474	2 191 065 738
BR	Valeurs à encaisser	668 621 743	0	668 621 743	452 474 335
BS	Banques, chèques postaux, caisse	10 550 116 814	0	10 550 116 814	10 867 514 780
BT	TOTAL TRESORERIE-ACTIF (III)	13 163 149 347	7 804 316	13 155 345 031	13 511 054 853
BU	Ecarts de conversion - Actif (IV) (perte probable de change)	0	0	0	0
BZ	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	308 736 435 000	157 871 732 754	150 864 702 246	144 785 480 460

Réf	PASSIF (avant répartition)	Exercice 2011	Exercice 2010
	CAPITAUX PROPRES		
CA	Capital	52 000 000 000	52 000 000 000
CB	Actionnaires capital non appelé	0	0
CC	Primes et Réserves		
CD	Primes d'apport, d'émission, de fusion	0	0
CE	Ecart de réévaluation	0	0
CF	Réserves indisponibles	3 290 658 272	994 744 419
CG	Réserves libres	26 045 155 943	5 381 931 268
CH	Report à nouveau	0	0
CI	Résultat net exercice (bénéfice + ou perte -)	1 595 206 118	22 959 138 528
CK	Autres capitaux propres		
CL	Subventions d'investissement	5 118 197 025	140 272 455
CM	Provisions réglementées et fonds assimilés	0	0
CP	TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	88 049 217 358	81 476 086 670
	DETTES FINANCIERES		
DA	Emprunts	26 634 869 878	32 524 621 989
DB	Dettes de crédit-bail et contrats assimilés	0	0
DC	Dettes financières diverses	856 608 302	843 067 354
DD	Provisions financières pour risques et charges	4 513 393 740	3 856 416 557
DE	(I) dont H.A.O. :0		
DF	TOTAL DETTES FINANCIERES (II)	32 004 871 920	37 224 105 900
DG	TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)	120 054 089 278	118 700 192 570
	PASSIF CIRCULANT		
DH	Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O.	516 638 842	568 704 200
DI	Clients, avances reçues	157 928 756	65 107 559
DJ	Fournisseurs d'exploitation	2 344 357 436	1 704 963 370
DK	Dettes fiscales	5 897 960 111	6 967 762 100
DL	Dettes sociales	2 210 989 949	2 037 384 981
DM	Autres dettes	13 296 253 348	12 923 591 269
DN	Risques provisionnés	0	0
DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	24 424 128 442	24 267 513 479
	TRESORERIE - PASSIF		
DQ	Banques, crédits d'escompte	0	0
DR	Banques, crédits de trésorerie	1 500 000 000	0
DS	Banques, découverts	4 886 484 526	1 817 774 411
DT	TOTAL TRESORERIE - PASSIF (IV)	6 386 484 526	1 817 774 411
DV	Ecart de conversion - Passif (V) (gain probable de change)	0	0
DZ	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	150 864 702 246	144 785 480 460

COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2011

Réf.	CHARGES	Exercice 2010	Exercice 2010
	ACTIVITE D'EXPLOITATION		
RA	Achats de marchandises	0	0
RB	- Variation de stocks (- ou +) (Marge brute sur marchandises voir TB)	0	0
RC	Achats de matières premières et fournitures liées	0	0
RD	- Variation de stocks (- ou +) (Marge brute sur matières voir TG)	0	0
RE	Autres achats	1 666 660 555	1 480 706 256
RH	- Variation de stocks (- ou +)	33 117 938	6 993 834
RI	Transports	355 220 220	274 578 366
RJ	Services extérieurs	4 781 459 979	4 877 465 809
RK	Impôts et taxes	1 354 763 587	1 620 349 023
RL	Autres charges	2 390 772 346	1 825 032 835
RP	(Valeur ajoutée voir TN) Charges de personnel (1) (1) dont personnel extérieur0...../..... 548599480.....	10 567 255 006	9 491 902 900
RQ	(Excédent brut d'exploitation voir TQ)		
RS	Dotations aux amortissements et aux provisions	6 429 812 620	6 155 059 241
RW	Total des charges d'exploitation	27 512 826 375	25 732 088 264
	ACTIVITE FINANCIERE		
SA	Frais financiers	2 383 172 183	2 464 745 906
SC	Pertes de change	843 913	2 415 527
SD	Dotations aux amortissements et aux provisions	1 021 701 321	0
SF	Total des charges financières	3 405 717 417	2 467 161 433
SH	(Résultat financier voir UG) Total des charges des activités ordinaires (Résultats des activités ordinaires UI)	30 918 543 792	28 199 249 697
	HORS ACTIVITES ORDINAIRES		
SK	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	51 976 685	29 849 761
SL	Charges H.A.O.	0	5 206 037
SM	Dotations H.A.O.	0	0
SO	Total des charges H.A.O.	51 976 685	35 055 798
SQ	(Résultat H.A.O. voir UP) Participation des travailleurs	0	0
SF	Impôts sur le résultat	902 118 250	7 903 521 250
SS	Total participation et impôts	902 118 250	7 903 521 250
ST	TOTAL GENERAL DES CHARGES (Résultat net voir UZ)	31 872 638 727	36 137 826 745

Réf	PRODUITS	Exercice 2010	Exercice 2009
	ACTIVITE D'EXPLOITATION		
TA	Ventes de marchandises	0	0
TB	MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES	0	0
TC	Ventes de produits fabriqués	0	0
TD	Travaux, services vendus	29 328 883 202	27 137 435 785
TE	Production stockée (ou déstockage)	0	0
TF	Production immobilisée	0	0
TG	MARGE BRUTE SUR MATIERES	29 328 883 202	27 137 455 785
TH	Produits accessoires	467 759 740	571 795 026
TI	CHIFFRE D'AFFAIRES (1) (TA + TC + TD + TH)	29 796 642 942	27 709 230 811
TJ			
TK	Subventions d'exploitation	0	0
TL	Autres produits	314 504 396	233 886 786
TN	VALEUR AJOUTEE	19 595 388 589	17 857 991 474
TQ	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	9 028 133 583	8 366 088 574
TS	Reprises de provisions	391 832 074	506 464 938
TT	Transferts de charges	109 792 374	112 406 082
TW	Total des produits d'exploitation	30 620 571 786	28 561 988 617
TX	RESULTAT D'EXPLOITATION Bénéfice (+) - Perte (-)	-611 776 994	300 376 389
	ACTIVITE FINANCIERE		
UA	Revenus financiers	2 792 675 913	2 711 611 849
UC	Gains de change	1 264 510	728 414
UD	Reprises de provisions	0	55 197 559
UE	Transferts de charges	0	0
UF	Total des produits financiers	2 793 940 423	2 767 537 822
UG	RESULTAT FINANCIER (+ ou -)	-611 776 994	300 376 389
UH	Total des produits des activités ordinaires	33 414 512 209	31 329 526 439
UI	RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES (1) (+ ou -)	2 495 968 417	3 130 276 742
UJ	(1) dont impôt correspondant 873588945,95 /..... 1095596859,7...		
	HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)		
UK	Produits des cessions d'immobilisations	20 975 806	43 082 004
UL	Produits H.A.O.	0	0
UM	Reprises H.A.O.	32 356 830	27 724 356 830
UN	Transferts de charges	0	0
UO	Total des produits H.A.O.	53 332 636	27 767 438 834
UP	RESULTAT H.A.O. (+ ou -)	1 355 951	27 732 383 036
UT	TOTAL GENERAL DES PRODUITS	33 467 844 845	59 096 965 273
UZ	RESULTAT NET Bénéfice (+) - Perte (-)	1 595 206 118	22 959 138 828

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

1ère PARTIE : DETERMINATION DES SOLDES FINANCIERS DE L'EXERCICE 2010

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

C A F G = EBE

- Charges décaissables restantes [à l'exclusion des cessions d'actif immobilisé]
- + Produits encaissables restants

		E.B.E.		9 028 133 583
(SA) Frais financiers	2 383 172 183	(TT) Transferts de charges d'exploitation		109 792 374
(SC) Pertes de change	843 913	(JA) Revenus financiers		2 792 675 913
(SL) Charges H.A.O.		(UE) Transferts de charges financières		0
(SQ) Participation	0	(UC) Gains de change		1 264 510
(SR) Impôts sur le résultat	902 118 250	(UL) Produits H.A.O.		0
		(UN) Tranferts de charges H A O		0
Total (I)	3 286 134 346	Total (II)		11 931 866 380

C A F G = Total (II) - Total (I) = 8 645 732 034 XA 2010 814 946 199

AUTOFINANCEMENT (A.F.)

A F = C A F G - Distribution de dividendes dans l'exercice (1)

A F = 8 645 732 034 - 0 = 8 645 732 034 XB 2010 814 946 199

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

Var.B.F.E. = Var.Stock (2) + Var.Créances (2) + Var.Dettes circulantes (2)

Variation des stocks : N-(N-1)	Emplois augmentation (+)		Ressources diminution (-)
(BC) Marchandises	0	ou	0
(BD) Matières premières	11 463 482	ou	0
(BE) En-cours	0	ou	0
(BF) Produits fabriqués	0	ou	0
(A) Variation globale nette des stocks	11 463 482	ou	0

Variation des créances : N - (N - 1)			
(BH) Fournisseurs, avances versées	47 389 031	ou	0
(BI) Clients	1 830 035 254	ou	0
(BJ) Autres créances	4 333 551 358	ou	0
(BU) Ecart de conversion - Actif (1)	0	ou	0
(B) Variation globale nette des créances	6 210 975 643	ou	0

Variation des dettes circulantes : N - (N - 1)			
(DI) Clients, avances reçues	0	ou	92 821 197
(DJ) Fournisseurs d'exploitation	0	ou	639 394 066
(DK) Dettes fiscales	1 069 801 989	ou	0
(DL) Dettes sociales	0	ou	173 604 968
(DM) Autres dettes	0	ou	372 662 079
(DN) Risques provisionnés	0	ou	0
(DV) Ecart de conversion - Passif (1)	0	ou	0
(C) Variation globale nette des dettes circulantes	0	ou	208 680 321

VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B) + (C) XC 6 013 758 804 ou 0

EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

ETE = EBE - Variation BFE - Production immobilisée

ETE = 9028133583 - 6013758804 - 0

	2011	2010
Excédent brut d'exploitation	9 028 133 583	8 366 088 574
-Variation du B.F.E.(-si emploi;+si ressources) (-ou+)	-6 013 758 804	5 990 258 614
- Production immobilisée	0	0
EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION	3 014 374 779	14 356 347 188

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

2 ème PARTIE : TABLEAU DE L' EXERCICE 2011

Rét		EXERCICE 2011		EXERCICE 2010
		Emplois	Ressources	(E - ; R +)
	I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS			
FA	Charges immobilisées (augmentation dans l'exercice)	0		0
	Croissance interne			
FB	Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	95 333 397	0	210 240 400
FC	Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles	6 183 233 632	20 975 806	3 170 245 770
	Croissance externe			
FD	Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	517 334 796	105 358 785	-514 430 794
FF	INVESTISSEMENT TOTAL	6 795 901 825	126 334 591	2 866 056 196
FG	II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. Supra : Var.B.F.E)	6 013 758 804 ou	0	-5 990 258 614
FH	A - EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER (FF+FG)	12 809 660 629	126 334 591	-3 124 202 410
FI	III. EMPLOIS/RESSOURCES (B.F., H.A.O.)	52 065 358 ou	31 169 188	1 632 369 280
FJ	IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1) Remboursements des emprunts et dettes financiers (1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII	8 352 338 045		7 911 803 744
FK	B - EMPLOIS TOTALS A FINANCER	21 056 560 253	0	6 419 970 606
FL	V. FINANCEMENT INTERNE Dividendes (emplois) / C.A.F.G. (Ressources)	0	8 645 732 034	814 945 199
	VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES			
FM	Augmentation de capital par apports nouveaux		5 010 281 400	0
FN	Subvention d'investissement		0	0
FP	Prélèvements sur le capital (y compris retraits de l'exploitant)	0		0
	VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS			
FQ	Emprunts (2)	0	2 476 126 682	14 381 177 533
FR	Autres dettes financières (2) (2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois	0	0	0
FS	C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT	0	16 132 140 316	15 196 123 732
FT	D - EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C-B)	4 924 419 937 ou	0	8 776 153 126
	VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE			
FU	Tresorerie nette à la clôture de l'exercice + ou -	6 768 660 605		
FV	à l'ouverture de l'exercice + ou -	11 693 280 442		
FW	Variation Trésorerie : + si Emploi ; - si Ressources	-4 924 419 937	0 ou	4 924 419 937 -8 776 153 126

Contrôle : D = VIII avec signe opposé

Nota : I, IV, V, VI, VII : en termes de flux ;

II, III, VIII : différences «bilanrielles».

Contrôle (à partir des masses des bilans N et N-1)	Emplois	Ressources
Variation du fonds de roulement (F.d.R.) : FdR (N) - FdR (N-1)	0	1 110 235 037
Variation du B.F.global (B.F.G.) : BFG (N) - BFG (N-1)	6 034 654 974	0
Variation de la trésorerie (T) : T (N) - T (N-1)	0	4 924 419 937
TOTAL	6 034 654 974	6 034 654 974

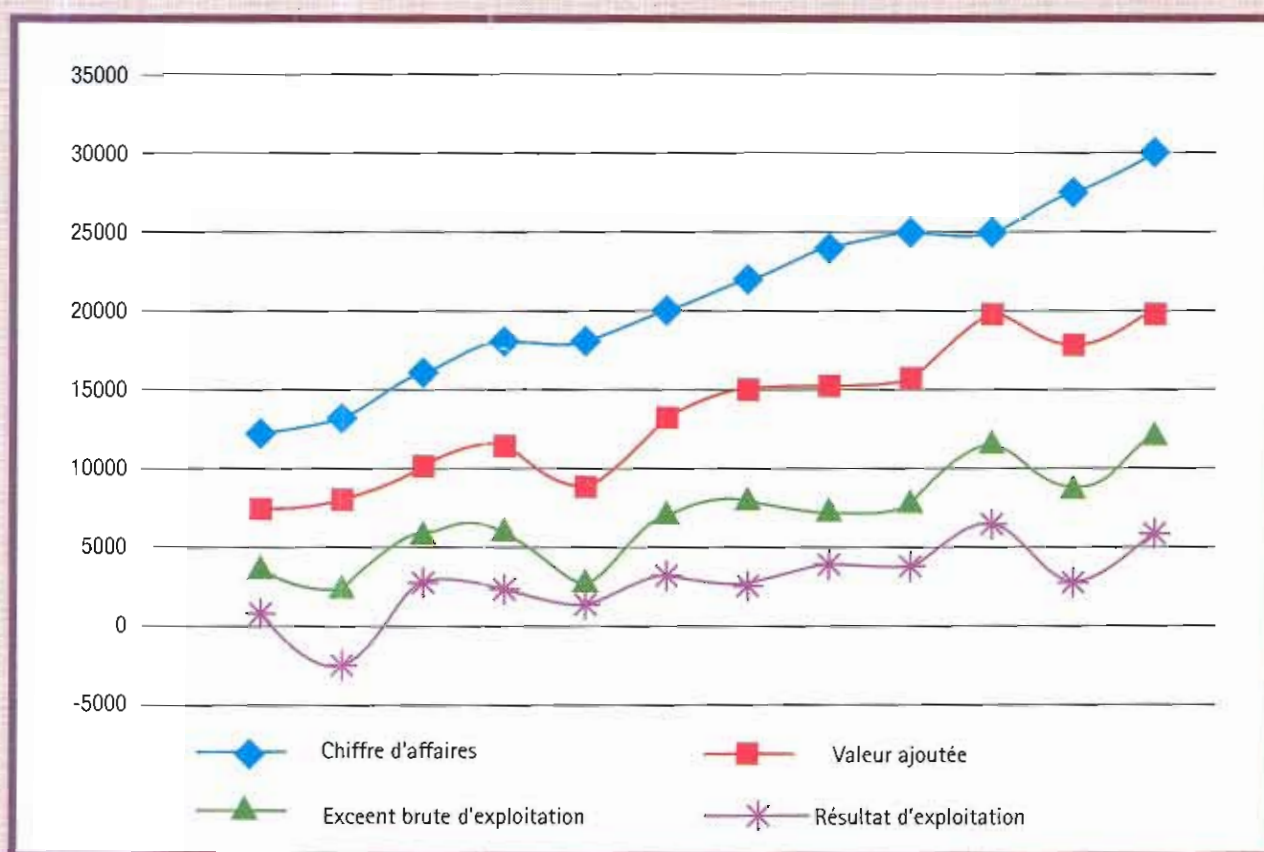
L'analyse financière pluriannuelle proposée en complément des états financiers de l'exercice sous revue couvre la période 2000-2011.

L'évolution des indicateurs dans le temps donne un aperçu général sur les performances de la gestion. Au-delà des événements conjoncturels qui peuvent affecter ponctuellement l'évolution de tel ou tel autre indicateur (Exemple : le retraitement du ticket d'entrée du Port de Dakar en 2010), l'analyse rétrospective à partir des ratios permet d'apprécier l'équilibre financier global, pour mettre l'accent sur les points d'amélioration sensibles.

NOTA-BENE : Pour une cohérence de l'analyse, les données de l'année 2011 seront confrontées à celles de 2010 sur la base des états financiers proforma qui complétaient cet exercice tout à fait particulier.

EVOLUTION DES INDICATEURS DE RENTABILITÉ ÉCONOMIQUE

La rentabilité économique de l'entreprise est analysée à travers l'indicateur d'activité comme le chiffre d'affaires mais surtout grâce à l'évolution des indicateurs de rentabilité économique que sont la valeur ajoutée, l'excédent brut d'exploitation et le résultat d'exploitation.



Sur la période observée, l'activité portuaire s'est considérablement développée surtout dans ses composantes à haute valeur ajoutée notamment le conteneur.

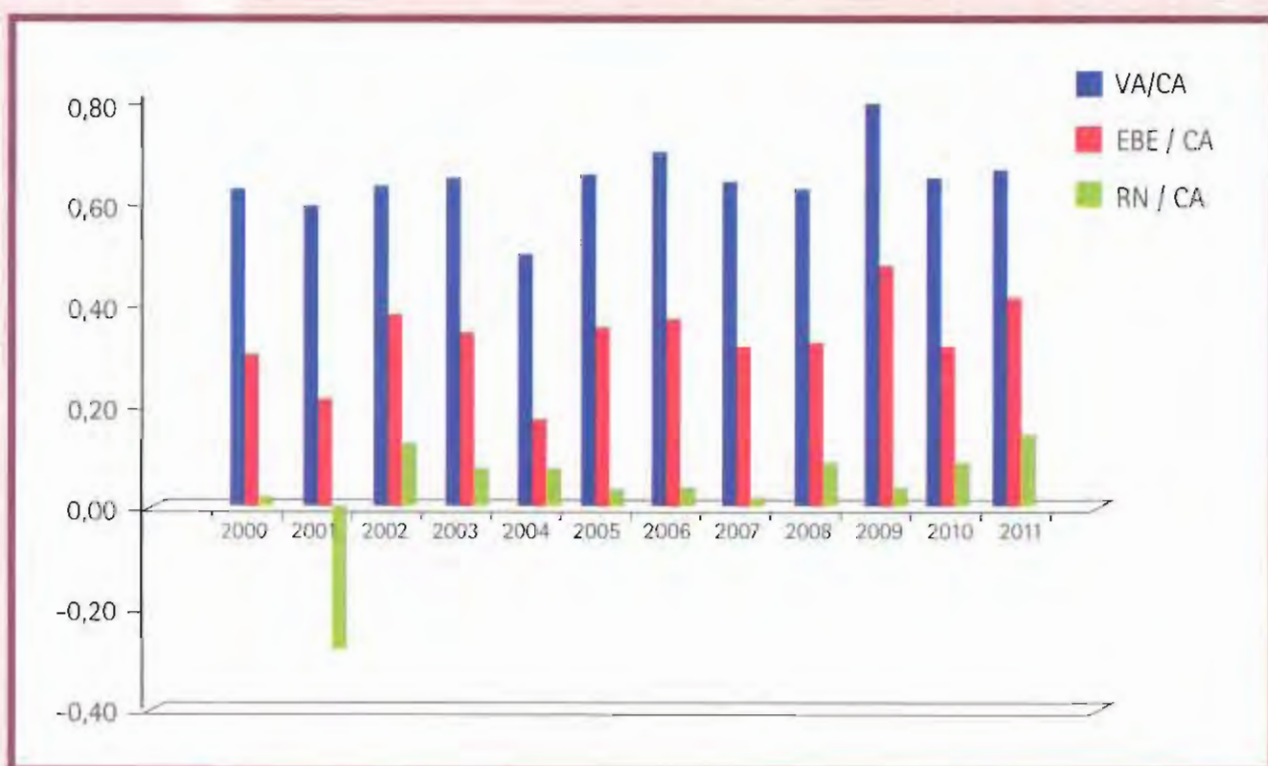
L'accroissement du chiffre d'affaires a été régulier sur les dix dernières années. Celui-ci est ainsi passé de 12,5 milliards en 2000 à près de 30 milliards à la fin de l'exercice 2011. Cette croissance s'est accentuée à partir de 2008 avec l'introduction de la redevance conteneurs qui consacre un partage des revenus de la manutention entre les opérateurs (qui font le trafic) et l'autorité portuaire (en charge du développement de l'outil).

On notera surtout que la croissance du chiffre d'affaires détermine fortement la rentabilité économique en ce sens qu'elle permet de contenir les charges courantes d'exploitation mais aussi des chocs imprévisibles comme les redressements fiscaux (qui pèseront encore quelques années sur les agrégats du Port).

L'appréciation des indicateurs montrent la viabilité de l'outil qui assure de bonne performance même dans un contexte permanent de financement de programmes d'investissement.

- La Valeur Ajoutée profite de la hausse du chiffre d'affaires avec une hausse de 7,92 % en 2011. La valeur ajoutée générée se situe à plus de 60 % du chiffre d'affaires. Elle correspond en 2011 à 231 jours de chiffre d'affaires.
- L'Excédent Brut d'Exploitation évolue moins vite du fait de la prise en compte du programme social en cours d'exécution, mais se situe à un niveau appréciable pour contenir les charges en aval du processus de détermination du résultat (dotations aux amortissements, provisions et charges financières). L'Excédent Brut d'Exploitation dégagé en 2011 correspond à 109 jours de Chiffre d'Affaires.
- Le Résultat d'Exploitation reste relativement stable à son niveau de 2010 du fait de l'accroissement des dotations pour amortissements et des provisions constituées sur les clients en difficultés.

Les indicateurs de rentabilité de l'exploitation se présentent ainsi :



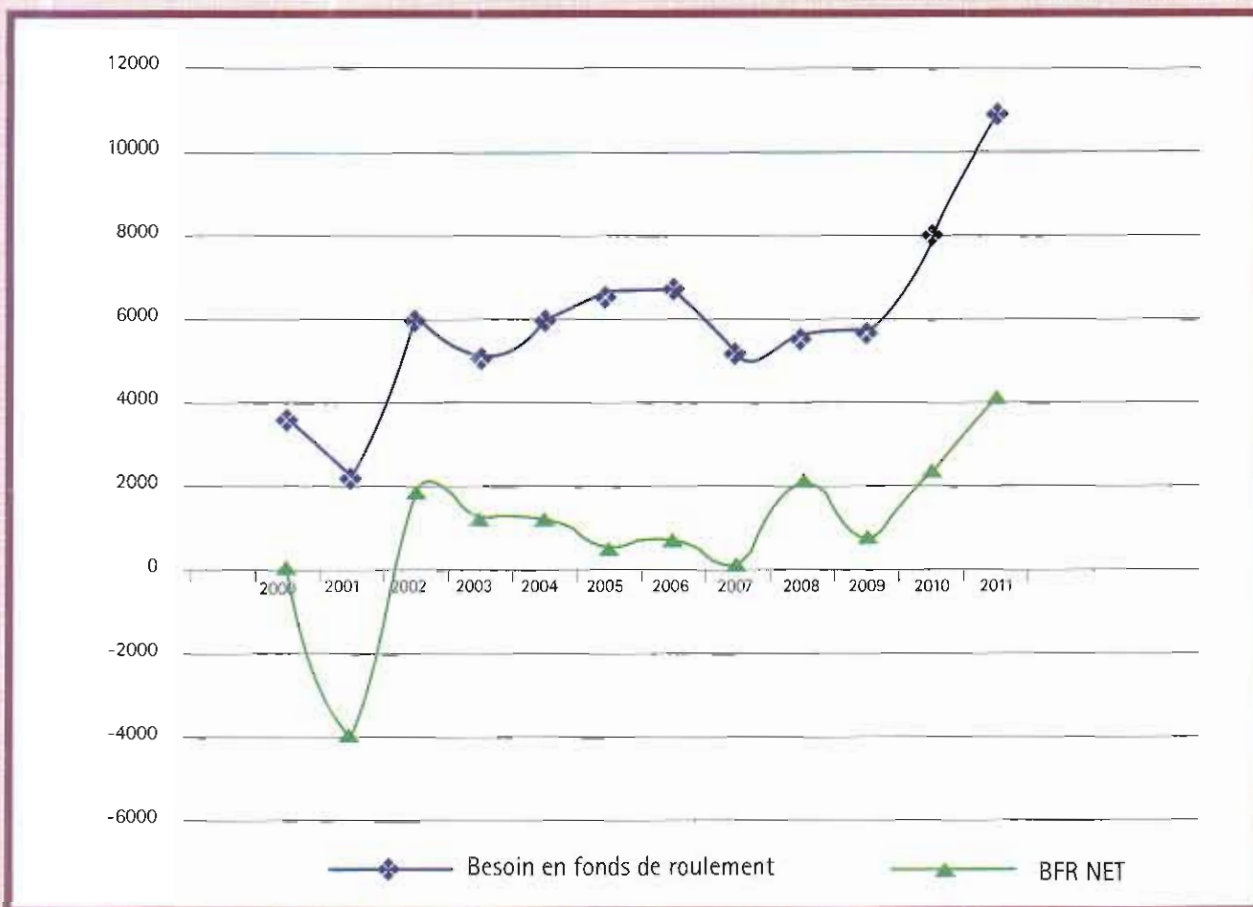
Les valeurs calculées des ratios VALEUR AJOUTEE/CHIFFRE D'AFFAIRES et EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION/CHIFFRE D'AFFAIRES sont très appréciables et montrent que l'entreprise génère suffisamment de ressources pour assurer son exploitation normale.

Mieux encore, le Port de Dakar dispose d'un fort potentiel de croissance avec les projets structurants à venir (approfondissement du chenal d'accès, le Port du futur etc.) mais aussi avec la mise en exploitation de la plate forme de distribution et du terminal RORO.

Cet acquis devrait se consolider avec l'implication progressive des opérateurs de terminaux dans l'entretien des surfaces affectées, comme c'est déjà le cas sur le terminal à conteneurs.

ANALYSE DES INDICATEURS DE RENTABILITÉ FINANCIÈRE

La rentabilité financière est appréciée à travers la capacité d'autofinancement du Port autonome de Dakar qui exprime le potentiel de trésorerie que génère l'activité pour faire face à ses engagements, après le financement de l'exploitation courante.



Malgré le poids important de la charge financière induite par les investissements massifs de la décennie passée, la capacité d'autofinancement de l'entreprise est toujours appréciable.

Cet indicateur synthétique renseigne sur la qualité de la gestion et intéresse avant tout les partenaires financiers invités à s'engager sur les programmes futurs.

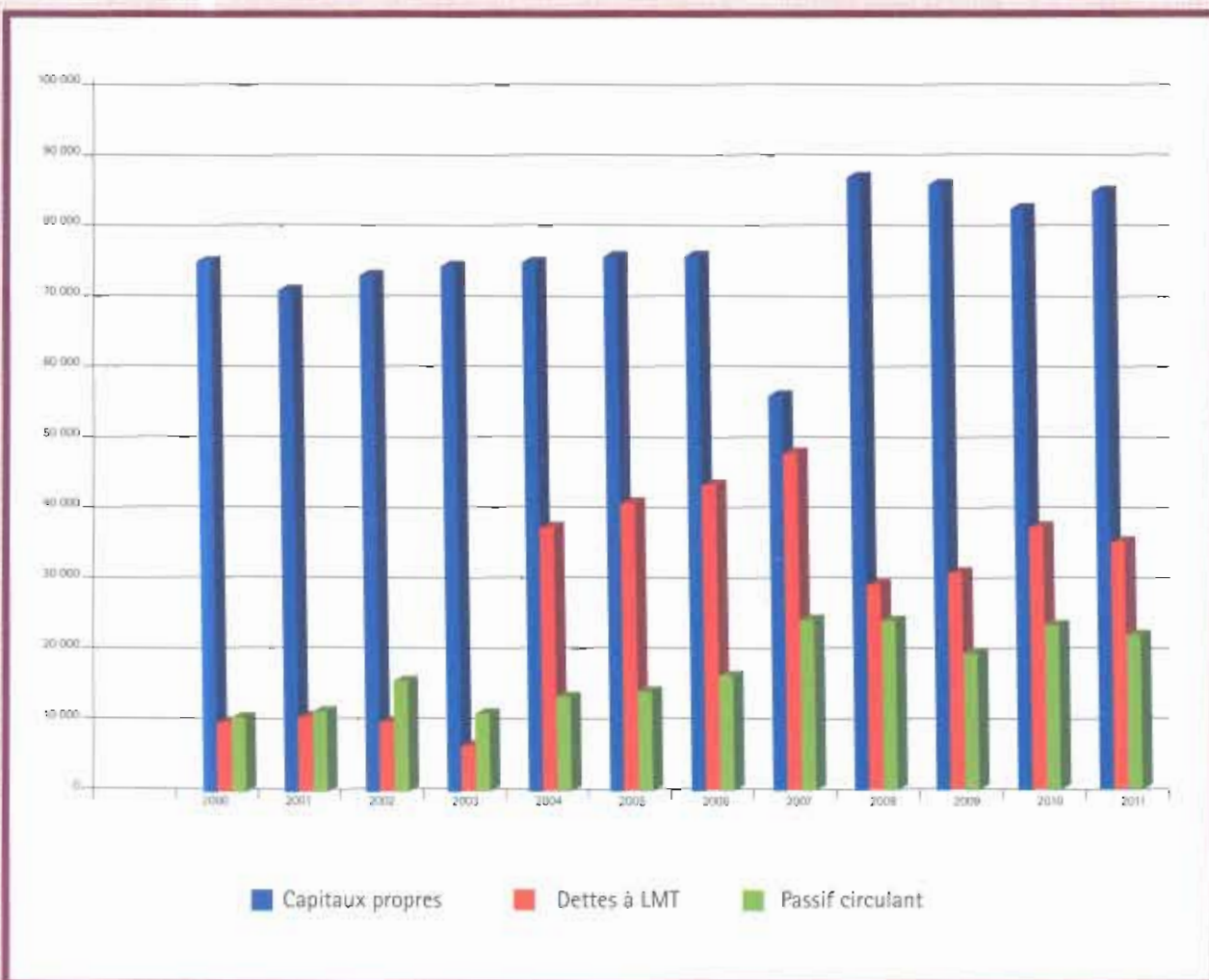
En résultat net, le Port de Dakar dégage toujours une marge bénéficiaire régulièrement reportée sur les fonds propres, renforçant ainsi sa capacité financière.

STRUCTURE ET ÉVOLUTION DU BILAN

La structure financière du Port, très bonne se caractérise ainsi :

- Une excellente autonomie financière permettant au Port de disposer d'une large palette en ce qui concerne ses choix de financements ;
- Un fonds de roulement consistant ;
- Un endettement externe bien maîtrisé malgré la poursuite des programmes d'investissement ;
- Une capacité à honorer sans heurt ses engagements exigibles.

BILAN PASSIF



Les capitaux propres très conséquents constituent le gage de toute la politique financière. Ils sont en augmentation en 2011 avec l'incorporation de nouveaux titres fonciers de l'actionnaire mais aussi par une volonté de ce dernier d'affecter intégralement les résultats en réserves.

Par ailleurs la maîtrise de l'endettement (en baisse en 2011) améliore le ratio d'autonomie financière largement supérieur à 1.

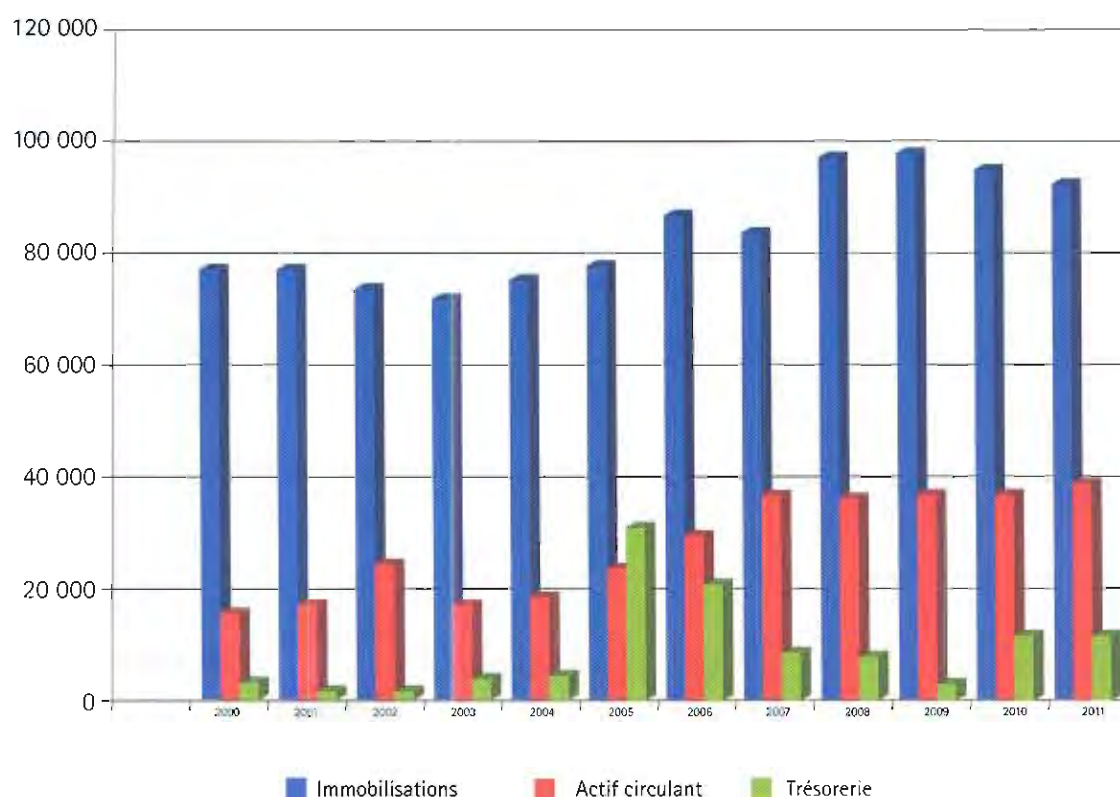


Malgré l'importance des immobilisations sur le total du bilan, il importe de limiter la croissance de l'actif circulant, constitué à plus de 2/3 par des créances sur l'Etat. A défaut de paiement de dernier, la conversion des créances sur l'Etat en bons du trésor est souhaitable pour une meilleure structuration de l'actif du bilan.

Les difficultés de recouvrement sur l'Etat obèrent considérablement la trésorerie du Port.

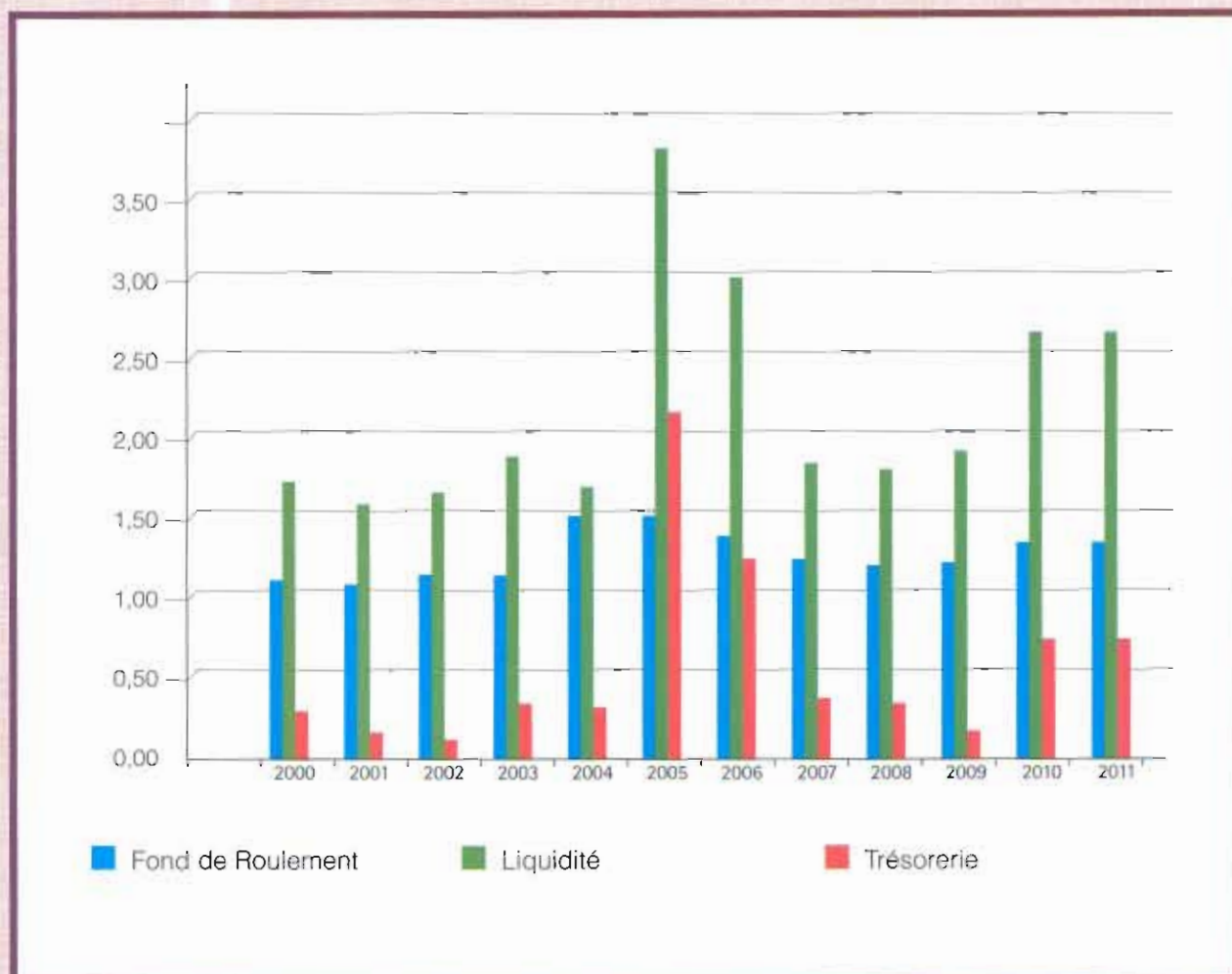
Des actions urgentes sont recommandées à ce niveau pour corriger cette tendance négative.

BILAN ACTIF



EVOLUTION DES RATIOS DE STRUCTURE DU BILAN

Les ratios de structure révèlent une très bonne structure financière de l'entreprise assise sur un excellent niveau du ratio de fonds de roulement. Malgré l'importance des immobilisations intégrées par les différents programmes d'investissements, le Port autonome de Dakar dispose de ressources financières adaptées (fonds propres et emprunts moyens et longs termes).



- Le ratio de fond de roulement est supérieur à l'unité sur toute la période observée.
- Le ratio de liquidité générale est à un bon niveau même si on peut nuancer l'optimisme avec la part de créances sur l'Etat difficilement recouvrables.
- Le ratio de trésorerie immédiate souffre entre autres de la pression du moratoire fiscal avec le dernier redressement de 2010.

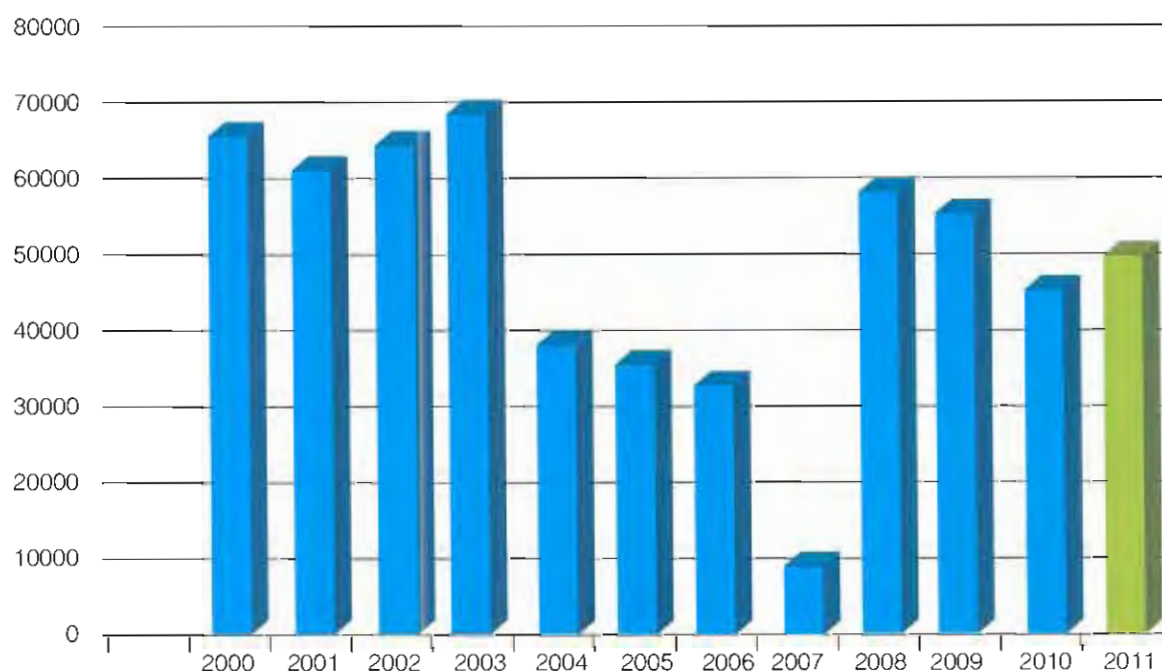
EVOLUTION DE LA CAPACITÉ D'ENDETTEMENT

Les programmes d'investissement initiés par le Port autonome de Dakar sont très onéreux et font largement part aux financements externes. Aussi, il importe pour le management de contrôler à tout moment la capacité d'endettement de l'entreprise (fonds propres – dettes) pour apprécier l'impact de l'endettement sur la rentabilité et l'aptitude de l'entreprise d'y faire face.

La capacité d'endettement a été reconstituée une première fois en 2008, ce qui a facilité le lancement du second programme d'investissement.

La mobilisation des fonds du second emprunt obligataire expliquent la baisse observée par la suite. Toutefois avec les remboursements effectués sur la période 2008-2010, la capacité d'endettement de l'entreprise s'améliore en 2011.

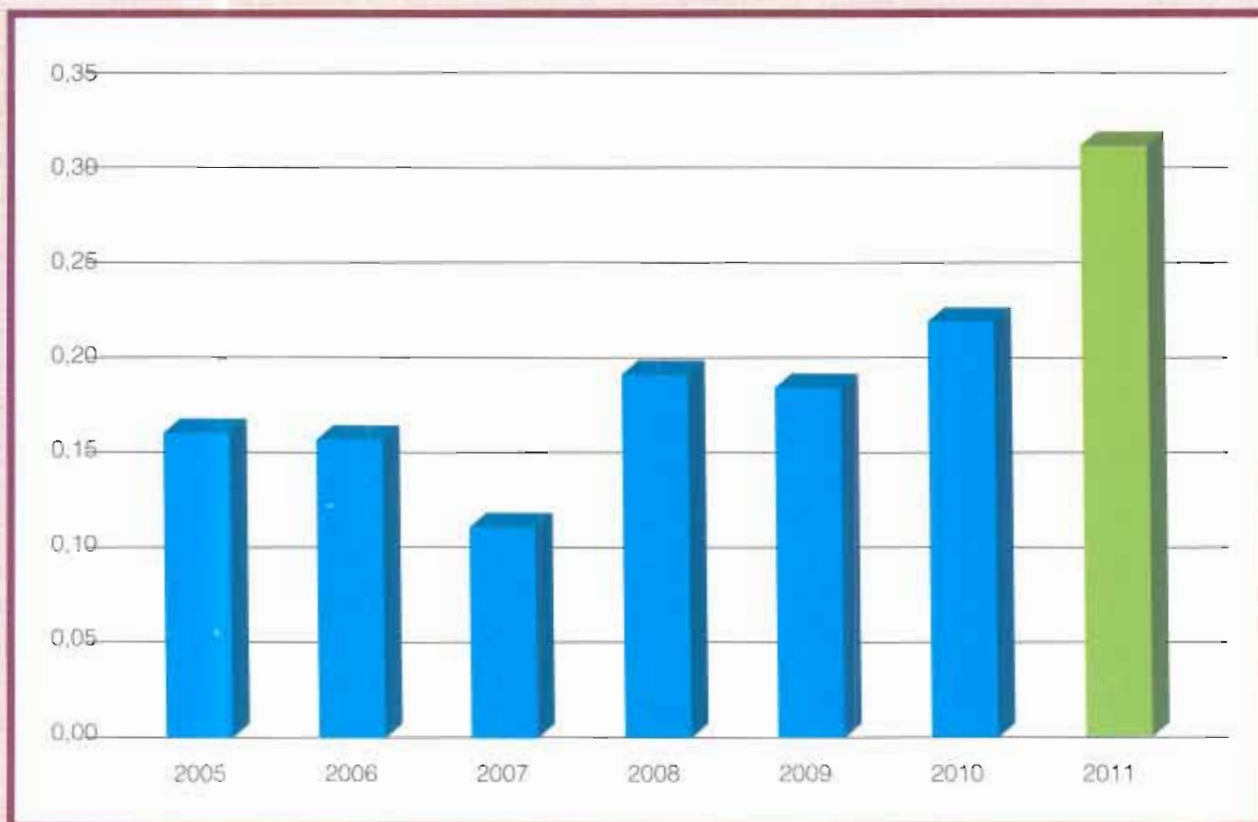
A l'aune du lancement du 3ème programme devant couvrir la période 2012-2016, l'évolution positive de cet indicateur facilitera l'acceptation des requêtes du Port de Dakar auprès de ses partenaires financiers.



EVOLUTION DE LA CAPACITÉ DE REMBOURSEMENT

L'aptitude de l'entreprise à rembourser ses dettes est un déterminant important dans la politique financière. En 2011 la progression du ratio de remboursement (CAF/DLMT) place le Port dans une position favorable pour négocier son prochain programme d'investissement.

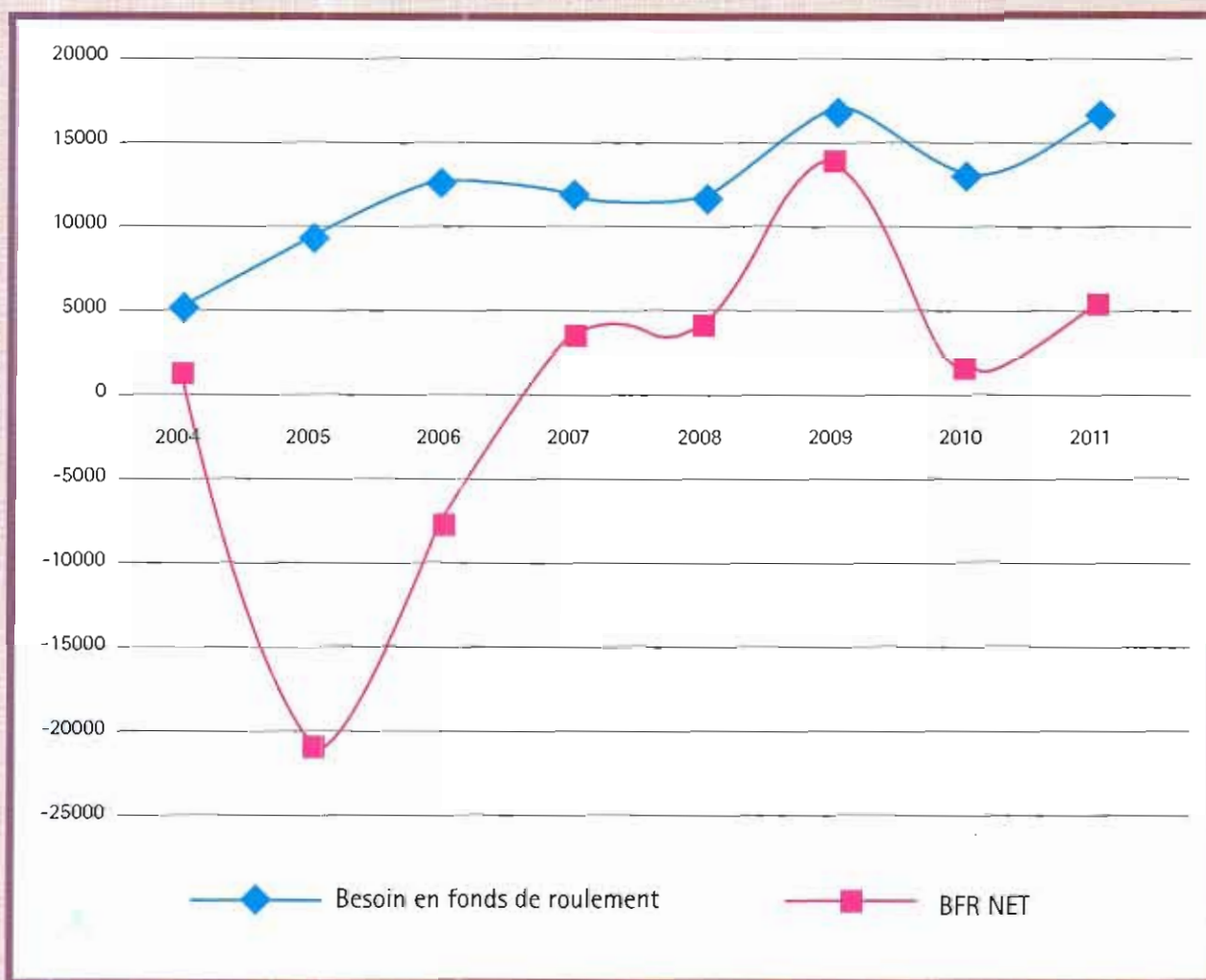
La valeur du ratio CAF/DLMT est de 0,27 % en 2011, ce qui signifie que dans l'absolu, le Port de Dakar peut rembourser l'intégralité de sa dette dans les quatre prochaines années.



EVOLUTION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

L'analyse objective sur cet indicateur est fortement altérée par la nature des créances du Port sur l'Etat. Celles-ci ne sont « presque pas transformables » en liquidité courante pour financer les dettes d'exploitation exigibles. Les valeurs fournies sont par conséquent surévaluées.

Les variations brutales constatées sur le besoin en fonds de roulement net s'expliquent par l'importance des fonds levés sur le marché financier sous régional (30 milliards en 2004 et 10 milliards en 2010).



RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

- Rapport Général des Commissaires aux Comptes 71-72
- Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes 73-74

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Etats financiers – Exercice clos le 31 décembre 2011



SYNERGIES AUDIT & CONSEILS

3, place de l'indépendance
Immeuble SDIH, 3ème étage
DAKAR



BDO MBA

Management Business Audit
Bd du Sud x Rue des Ecrivains – Point E
DAKAR

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 15 juin 2006, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des états financiers de la Société Nationale du Port Autonome de Dakar «SONAPAD» ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

I. Opinion sur les états financiers annuels

Nous avons procédé à l'audit des états financiers annuels c'est-à-dire le Bilan, le Compte de résultat, le Tableau Financier des Ressources et Emplois ainsi que les notes annexes aux états financiers de votre société pour l'exercice couvrant la période du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011. Ces états financiers ont été préparés par la direction de la société et arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers annuels.

Notre audit a été effectué conformément aux normes d'audit généralement admises. Ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

(1) Par un acte en date du 14 Janvier 2011 passé entre le Directeur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, pour le compte de l'Etat du Sénégal, et le Directeur Général du Port Autonome de Dakar, approuvé par le Ministère de l'Economie et des Finances le 23 mars 2011, la SONAPAD a obtenu la cession à titre gratuit de cinquante-trois (53) parcelles de terrains d'une superficie de 835.046.9 mètres carrés, objets de titres fonciers bien précisés.

Ces terrains, dont la valeur vénale a été estimée à 5.010 MCFA sur la base de 6.000 FCFA par mètre carré par référence à l'arrêté ministériel n° 2781/MEF/DGID du 22 Mars 2010, ont été comptabilisés dans les états financiers de l'exercice 2011 soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires en contrepartie du compte « Subvention d'investissement ».

Eu égard à la nature de l'opération et du fait que l'acte du 14 janvier 2011 fait expressément référence à l'article 3 de la loi 87-28 portant création de la SONAPAD, cette opération aurait dû être traitée dans le cadre juridique d'une augmentation de capital social soumise à une Assemblée Générale Extraordinaire, pour incorporation de la contrepartie au capital social en lieu et place du compte « Subvention d'investissement ».

A notre avis, à l'exception de l'incidence du point (1) ci-dessus, les états financiers annexés aux pages 6 à 35 du présent rapport sont réguliers et sincères et, à l'exception de l'incidence des faits évoqués au point (1) ci-dessus, donnent une image fidèle de la situation financière et du patrimoine de la société au 31 décembre 2011 ainsi que du résultat de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes et règles comptables édictés par le Système Comptable de l'OHADA (SYSCOHA).

Sans remettre en cause l'opinion ci-dessus exprimée, nous attirons l'attention sur l'engagement de la SONAPAD, à réinvestir la plus value de 1 927 millions dégagée sur la cession de titres SONATEL.

II. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique.

Nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations données dans le rapport du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes de la société.

Le 8 Juin 2012

Les Commissaires aux comptes



Libasse DIAGNE associé



Marie BA associée

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

ETABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE 442 DE L'ACTE UNIFORME
DE L'OHADA RELATIF AU DROIT DES SOCIETES COMMERCIALES ET DU GIE
Exercice clos le 31 décembre 2011



SYNERGIES AUDIT & CONSEILS

3, place de l'indépendance
Immeuble SDIH, 3ème étage
DAKAR



BDO MBA

Management Business Audit
Bd du Sud x Rue des Ecrivains - Point E
DAKAR

En application de l'article 442 de l'Acte Uniforme sur le droit des sociétés commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique, nous vous présentons le rapport spécial sur les conventions réglementées, visées aux articles 438 et 448 dudit Acte.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle de telles conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient selon les termes de l'article 440 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession. Ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention visée aux articles 438 et 448 de l'Acte Uniforme de l'OHADA portant sur le Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique sur l'exercice 2011.

Nous avons cependant eu connaissance de conventions ayant fait l'objet d'une autorisation préalable ou à posteriori de votre conseil d'administration sur les exercices précédents et qui se sont poursuivies sur cet exercice.

CONVENTIONS CONCLUES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Dans nos précédents rapports sur les conventions réglementées nous avons eu à faire état d'opérations de financement réalisées par la SONAPAD avec des structures ou démembrements de l'Etat. Ces opérations ont ensuite été approuvées par le Conseil d'Administration et par des résolutions de l'Assemblée Générale des actionnaires de la SONAPAD.

Du fait qu'elles n'ont pas encore été totalement remboursées et présentent encore des soldes dans les livres de la SONAPAD, elles continuent à produire des effets et sont mentionnées dans le présent rapport en application de l'article 440 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique.

Administrateur concerné :

Etat du Sénégal

Nature et objet

Il s'agit de différentes opérations de préfinancement effectuées par la SONAPAD, sur demande des autorités et qui se présentent comme suit :

Description	Solde au 31 Décembre 2011 (en millions de FCFA)
Frais d'étude concernant le site devant abriter la future conférence de l'OCI	471
Frais d'étude pour l'implantation d'une Zone Franche Portuaire (JAFZA)	1.157
Frais de location du bateau de croisière «MUSICA» de MSC	1.771
Frais d'accueil de l'OCI	102
Honoraires d'avocats du projet DISEZ-Convention de Promotion	140
Intérêts sur l'emprunt SGBS pour le financement de la location du bateau de croisière	253
Total soldes antérieurs à l'exercice 2011	3.894
SYNERGIES AUDIT Et CONSEILS BDO SA	38

Des frais d'études concernant la plateforme de DIASSE (projet DISEZ) d'un montant de 5 millions de F CFA ont été comptabilisés sur 2011.

Les frais d'études techniques et juridiques ont été transférés à la société APIX SA. Les autres éléments devraient être remboursés par le Ministère de l'Economie et des Finances.

La SONAPAD n'a recouvré aucun montant sur l'exercice 2011.

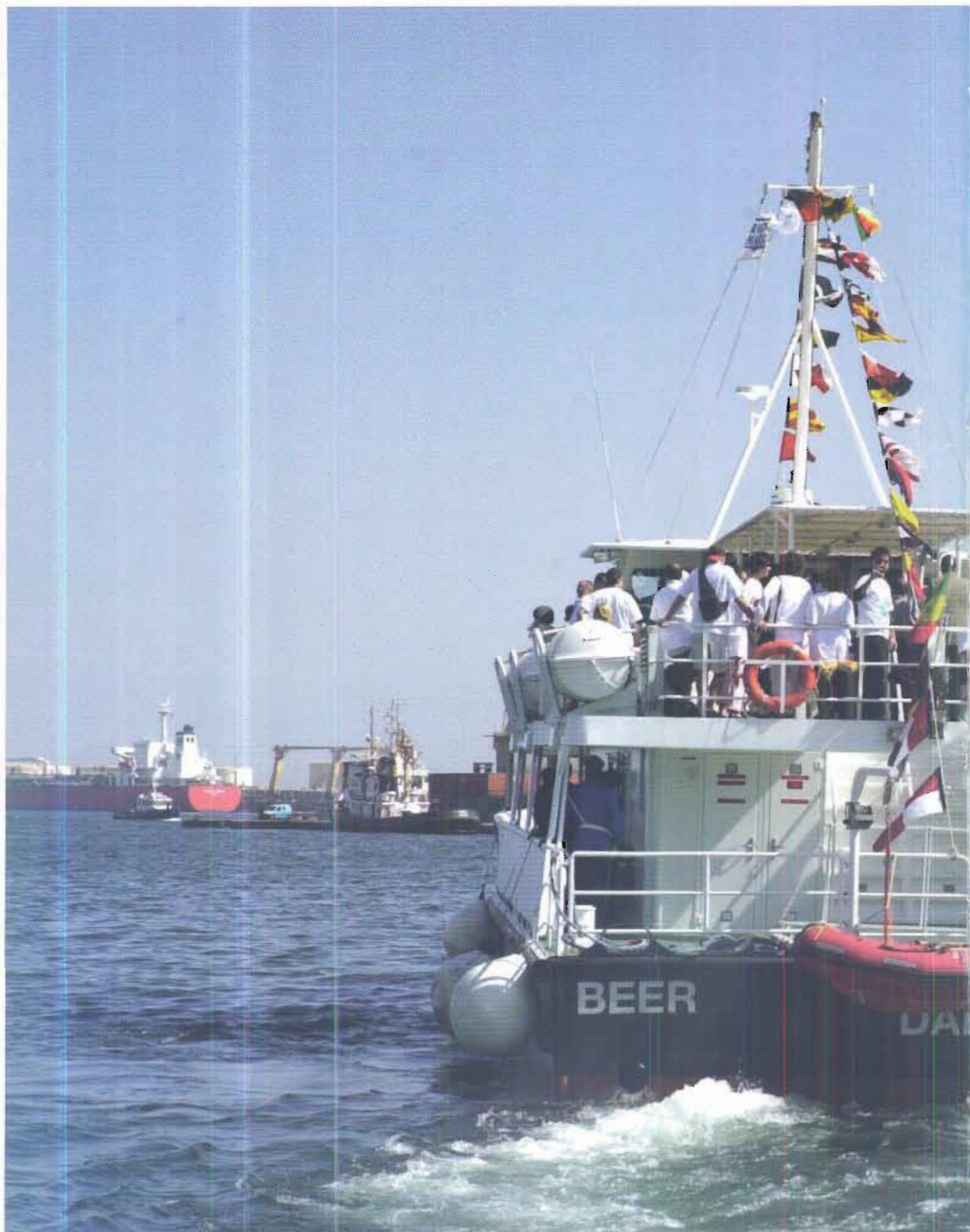
Les Commissaires aux comptes



Libasse DIAGNE associé



Marie BA associée





RESOLUTIONS

RESOLUTION N°1

Objet: Examen et approbation des états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2011

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration et du rapport général des commissaires aux comptes, approuve les états financiers, tels qu'ils ont été exposés, présentés et arrêtés définitivement à un résultat net bénéficiaire avant impôts de 1.595.206.118 F CFA.

RESOLUTION N°2

Objet: Quitus aux administrateurs

L'Assemblée Générale Ordinaire approuve la gestion du Conseil d'Administration au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011 dont le compte rendu lui a été fait et donne quitus de leur mandat aux administrateurs.

RESOLUTION N°3

Objet: Quitus aux commissaires aux comptes

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu les rapports des commissaires aux comptes, donne quitus aux susnommés de l'exécution de leur mandat au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

RESOLUTION N°4

Objet: Affectation du résultat

L'Assemblée Générale Ordinaire, sur proposition du Conseil d'Administration et après en avoir délibéré, décide d'affecter le bénéfice net après impôts de l'exercice clos le 31 décembre 2011, s'élevant à la somme de 1.595.206.118 F CFA ainsi qu'il suit :

- 1- Réserve obligatoire légale : 159.520.612 F CFA
- 2- Le reliquat, soit 1.435.685.506 F CFA, en réserve libres, pour consolider la surface financière de l'entreprise.

RESOLUTION N°5

Objet: Constitution d'une provision pour plus-value de cession à réinvestir

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du rapport du Directeur Général et après en avoir délibéré, décide de prélever la somme de 1.926.838.113 F CFA du résultat distribuable de 2010, pour l'affecter en compte de provision pour plus-value de cession à réinvestir.

RESOLUTION N°6

Objet: Sélection de nouveaux commissaires aux comptes du PAD

Considérant l'expiration des mandats des cabinets BDO MBA et SYNERGIES AUDIT & CONSEILS, chargés depuis 1996, d'assurer la supervision des travaux comptables et la certification des comptes de la société ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi en sa séance du jeudi 21 juin 2012 et considérant l'unanimité des votes favorables de ses membres ;

- constate la fin des mandats des commissaires aux comptes titulaires susvisés ;
- autorise le Conseil d'Administration à engager une procédure de sélection de nouveaux commissaires aux comptes titulaires et de commissaires aux comptes suppléants, pour la période 2012-2017.

RESOLUTION N°7

Objet: Pouvoirs pour l'accomplissement de formalités

L'Assemblée Générale Ordinaire confère tous pouvoirs au porteur d'originaux, copies et extraits des présents actes, à l'effet d'accomplir toutes formalités prescrites par la loi.





Certifié pour mériter votre confiance



21, Boulevard de la Libération - B.P. : 3195 DAKAR • Tél. : +221 33 849 45 • Fax : +221 33 823 36 06

e-mail : pad@pordakar.sn • www.pordakar.sn